

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2017
Perspectives 2018

N° 485
18 €

Économie de l'élevage



Divergence mâles/femelles en 2017. Quel marché intérieur en 2018 ?

- GROS BOVINS - Des réformes allaitantes nombreuses, mais peu de mâles
- BROUTARDS - Des prix et des volumes
- VEAUX DE BOUCHERIE - Repli de la production en France
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des produits en amélioration malgré la baisse des aides et l'effondrement du prix des femelles au 2nd semestre

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

BUCZINSKI Baptiste, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, DANIEL Margaux, DOUGUET Michel, FUCHEY Hélène, MILET Germain, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MISCHLER Pierre, SARZEAUD Patrick, TRESCH Philippe ainsi que MARTIN Joël (CA 08), GUIBERT Romain (CA53), PAROIS AURELIE (CRAB) et GALISSON Bertrand (CA 49).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AIME Michel (CA 33), BARJOU Marie-Line (CA 87), BARRÉ Raymond (CA 29), BALME Jean Louis(CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BECHET Emmanuel (CA 44), BENOITEAU Gaël (CA 44), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBÉ Mathilde (CA 15), BONNET Henri (CA 11), BOUCHAGE Céline (CA 38), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUET Jacques-Martial (CA 85), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), BOURGE Christian (CA 58), BOYER Florian (CA 54), CANDAU Dominique (CA 88), CARTOUX Patrick (CA 61), CELERIER Aloïse (CA 86), CHEVALIER Jean-Pierre (CA 26), CROCHET Sonia (CA 47), DELARUE Estelle (CA 15), DELTOR Thierry (CA 64), DESNE Faustine (ALYSE 10), DEUX Nicolas (CA 03), DEVILLE Arnaud (CA 55), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50), ELLUIN Gwendoline (CA72), FALENTIN Etienne (CA 02), GALISSON Bertrand (CA 49), GEHIN Perrine (CA 14),

GILLIER Christophe (CA 01), GUERRE Emilie (CA55), GUY Frédéric (CA 35), GUYON Claire (CA 05), GUIBERT Romain (CA 53), GUILLAUME Alain (CA 56), HALTER Philippe (CA 43), LAFAYE Daniel (CA 03), LAFFAY Régis (CA 27), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LAPORTE Olivier (CA 48), LECREUX Pascal (CA 36), LEMAIRE Karine (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MARTIN Pascale (CA 65), MATHIEU Guillaume (CA 19), MAUGUE Bruno (CA 63), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOURI-CHOU Laurie (CA 16), MURAT Claudine (CA 12), MURON Guy (CA 42), OFFREDO Thierry (CA 22), PAGES Lucien (CRALR), PEY-RAT Elodie (CA24), PLATEL Daniel (CA 80), SAGET Gilles (CA 52), VALANCE Sophie (CA 85), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), VOILQUE Gwendoline (CA ALSACE), ZANETTI Céline (CA 57).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture

Divergence mâles/femelles en 2017. Quel marché intérieur en 2018 ?

2017 restera comme l'année des contrastes. D'un côté, la demande pour les mâles a fortement rebondi au Sud. Une demande très dynamique pour la viande bovine et les bovins maigres en Italie, en Espagne mais aussi en Turquie, en Israël... Jusqu'aux importations grecques qui sont fortement reparties à la hausse. D'un autre côté, les femelles allaitantes supplémentaires ont difficilement trouvé preneur en France. En conséquence, les prix des brouards et des jeunes bovins ont atteint en fin d'année des niveaux qu'on n'avait plus connus depuis 2013, tandis que ceux des vaches de type viande ont replongé aux très bas niveaux de 2011.

La décapitalisation allaitante en France s'est considérablement accélérée depuis mars 2017, déclenchée sans doute par des disponibilités fourragères insuffisantes, mais aussi par des trésoreries exsangues. Si les crises climatiques et laitières de 2016 ne se sont pas répétées en 2017, leurs effets ont été durables. Du coup, l'offre de femelles de réforme a été importante tout au long de 2017, face à une demande française qui continuait de s'éroder et de s'orienter vers le haché. Les difficultés fourragères de l'hiver 2016-2017, le manque de trésorerie pour acheter des aliments, et aussi quelques problèmes sanitaires (FCO, parasitisme accru...) ont convergé dans une chute drastique des vêlages dans le cheptel allaitant depuis juin dernier. Cela se traduira par des disponibilités plus limitées de bovins maigres et de taurillons.

Les revenus des naisseurs, soutenus par les aides exceptionnelles de 2016, se sont juste maintenus en 2017, toujours à des niveaux modestes. Seuls les engraisseurs ont pleinement bénéficié de la hausse des prix des mâles et de meilleurs rendements en céréales. Pour 2018, en France, nous nous attendons à une poursuite de la décapitalisation allaitante et à de moindres disponibilités en mâles. La situation dépendra de la conjoncture laitière, toujours incertaine, mais aussi et surtout de la consommation intérieure, dont l'évolution tranche désormais avec celle de nos voisins. Les Etats Généraux de l'Alimentation vont-ils initier une dynamique vertueuse, gagnante-gagnante pour l'ensemble des acteurs de la filière ? C'est en tous cas à espérer !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

20/ LE MARCHÉ DES BROUARDS EN FRANCE

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exportations spécialisées
 - naisseurs extensifs
 - naisseurs intensifs
 - naisseurs engraisseurs de jeunes bovins intensifs
 - naisseurs engraisseurs de veaux de lait sous la mère
- Exportations diversifiées
 - grandes cultures et naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins
 - grandes cultures et engrailleurs de jeunes bovins

34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations
- Le nouveau Réseau d'exploitations avec veaux de boucherie

40/ LES PRÉVISIONS 2018

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union Européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

HIVER

Stocks fourragers insuffisants et de piètre qualité
suite aux aléas climatiques de 2016.



Aide à l'allègement des JB

Un plan est mis en place en France
visant à alléger le marché.

Accord du **CETA**

approuvé par le Parlement européen
le 15 février et ratifié par le Canada
en mai.



Ouverture du marché Israélien
aux bovins maigres français.

Levée de l'embargo sanitaire Chinois
consécutif à l'ESB sur le bœuf français, 1^{ère} phase
d'un processus long de réouverture du marché.

Levée de l'embargo étatsunien
consécutif à l'ESB sur le bœuf français et agrément rapide
d'un premier abattoir spécialisé dans le veau.



Pic d'abattage de réformes laitières
aidées aux Pays-Bas

pour tenter de diminuer les émissions de Phosphates
du secteur de l'ensemble des productions animales.





PRINTEMPS

| Sécheresse dans l'Est.

| UE et Norvège sont parvenues à un accord pour faciliter le commerce bilatéral des produits agricoles.

La Norvège ouvre au secteur de la viande bovine un contingent supplémentaire de 1 600 tonnes. En échange, l'UE ouvrira un contingent pour les conserves de viande et abats.



| Fin mars, Theresa MAY fait officiellement part à l'UE de la volonté britannique de quitter l'Union européenne.

| Fermeture du marché algérien pour les bovins maigres suite à une épizootie de Fièvre Aphteuse au Maghreb.

| Scandale de la viande avariée brésilienne sous fond de corruption des services vétérinaires officiels (SIF). JBS et la Présidence de la république sont mis en cause.

| Début de la décapitalisation allaitante en France et réformes accrues.



1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

ÉTÉ



En France, chute des naissances en race allaitante de -15%/2016 sur le 2nd semestre.

Début des consultations dans le cadre des **États généraux de l'alimentation**.

Entrée en vigueur provisoire du **CETA** en UE.



Achats des ménages dégradés durant l'été.

Cours des veaux de boucherie au plus bas, y compris pour les veaux sous la mère.

Début de la hausse des cours des JB, qui va perdurer jusqu'en fin d'année.

Ralentissement des réformes laitières grâce à une éclaircie sur le prix du lait.





Apparition du Sérotype 4 de la FCO en Haute-Savoie, mise en place de mesures restreignant les mouvements de cheptel.

AUTOMNE

| Bonnes récoltes de fourrages.

| Adoption du volet agricole du règlement européen dit « **Omnibus** » pour mise en œuvre début 2018.

| Les **Pays-Bas** restent loin de respecter leurs engagements en matière d'émission de Phosphates.

| Embargo russe sur le bœuf et le porc brésilien.



| Accord sanitaire pour l'envoi de bovins vivants vers la Turquie, dont les conditions paraissent très difficilement réalisables.



| Appel d'offre Turc pour des expéditions de viande bovine (3 à 4 000 tonnes de carcasse R et U). De la viande française est exportée via un opérateur belgo-turc.

| Des prix du JB au plus haut en fin d'année grâce à la reprise de la consommation italienne.

| Le marché des broutards reste soutenu et la baisse saisonnière des prix est limitée.

| Sursaut des achats des ménages français de viande bovine en décembre



2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Des réformes allaitantes nombreuses, mais peu de mâles

Le marché des femelles est resté sous la pression de réformes allaitantes nombreuses, d'autant que la consommation française a poursuivi son érosion. À l'inverse, le marché des mâles s'est considérablement allégé tout en bénéficiant de la bonne conjoncture sur les marchés export. Les volumes importés se sont stabilisés alors que les volumes exportés ont été limités par le manque d'offre sur le marché du JB. Les prix des JB se sont nettement redressés, en particulier au second semestre, tandis que ceux des vaches sont restés déprimés.



CHEPTEL 2017

VACHES ALLAITANTES

Au 1^{er} décembre 2017, le cheptel de vaches allaitantes affichait une baisse de -2,2% sur un an, soit -90 000 têtes.

3,95 millions

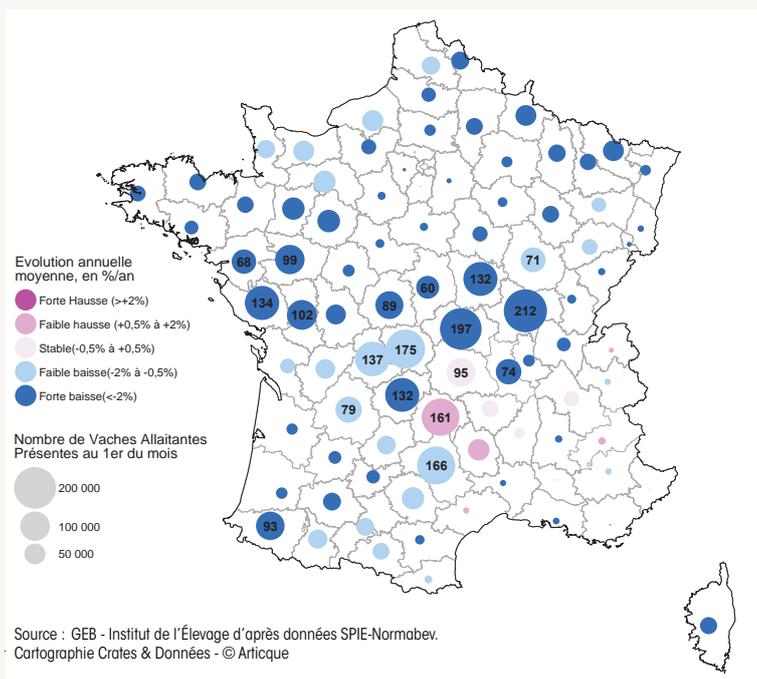
C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2017.

Une nouvelle phase de décapitalisation est enclenchée

L'inversion de tendance est brutale : la baisse constatée en décembre 2017 (- 90 000 vaches, 2,2% du total) a pour conséquence d'annuler les hausses successives des 3 années précédentes. Rien d'étonnant compte tenu des abattages importants de vaches allaitantes enregistrés sur l'année. En cause probablement, les difficultés de trésorerie, l'extensification des systèmes, la contrainte travail dans les exploitations qui s'agrandissent et les réformes de vaches improductives.

Le bassin charolais particulièrement touché

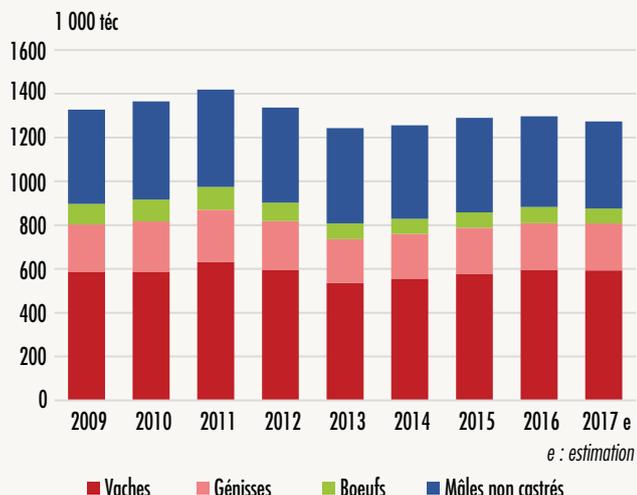
Ce repli affecte la quasi-totalité des départements ayant une activité allaitante significative : seuls l'Aveyron et la Lozère enregistrent une petite hausse d'effectifs. Le Grand-Ouest et le berceau Charolais sont les plus fortement impactés.



PRODUCTION 2017*

PRODUCTION FRANÇAISE DE GROS BOVINS FINIS

La production française de gros bovins finis a reculé de près de 2% en 2017, sous l'effet de la baisse de la production de mâles et d'un repli des poids carcasse.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après SSP et estimations

*En raison de l'arrêt de la publication des abattages redressés par le SSP, les données de ce chapitre reposent sur les abattages contrôlés, d'où les chiffres inférieurs à ceux figurant dans le dossier annuel précédent.

-1,8%

C'est la baisse de la production française de gros bovins finis (abattages corrigés du commerce extérieur en vif fini) entre 2016 et 2017.

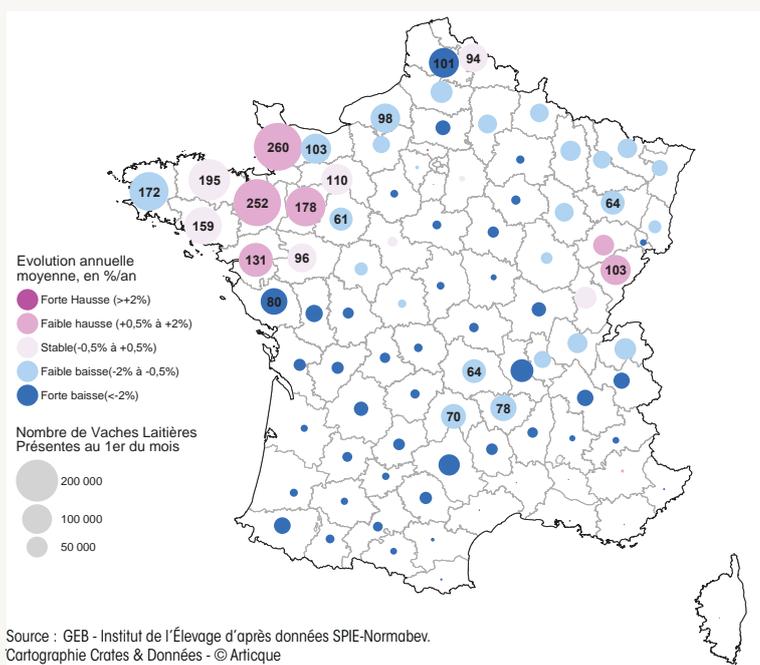
En 2017, la production française contrôlée de gros bovins finis a reculé de 23 000 təc par rapport à 2016. Le recul des bœufs et des taurillons explique la quasi-totalité de la baisse.

Le coup de frein dans les réformes laitières (-12 000 təc) après trois années de hausse a été compensé par la hausse des abattages de vaches allaitantes (+ 9 000 təc) et de génisses (+1 000 təc). La production française de femelles finies a donc été quasiment stable (-0,2%) à 808 000 təc.

En revanche, la production de mâles non castrés a été réduite de 2,7% en têtes et de 3,8% en tonnage à 398 000 təc (soit -16 000 təc /2016). La production de JB viande a reculé dans les mêmes proportions que celle des JB laitiers, ce qui confirme la tendance à l'érosion de l'engraissement de mâles en France. Enfin, la production de bœufs a fortement chuté (-6,7% en têtes et -8,7% en təc /2016), renouant avec la tendance baissière de long terme.

VACHES LAITIÈRES

La baisse du cheptel laitier s'est poursuivie en 2017. Au 1^{er} décembre, elle s'établissait à 1,0% /2016, un recul légèrement plus fort que l'année précédente.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après données SPIE-Normabev. Cartographie Crates & Données - © Artique

3,75 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2017.

Recul du cheptel laitier à l'échelle nationale

Depuis décembre 2016, le cheptel laitier national a de nouveau perdu 40 000 vaches, soit 1% du total. Les entrées de primipares dans le troupeau ont fortement reculé, par rapport à un niveau très élevé en 2016, alors que les réformes n'ont que faiblement baissé. La conjoncture laitière est en effet restée terne et les industriels ont tenté de contenir la production.

Des évolutions contrastées

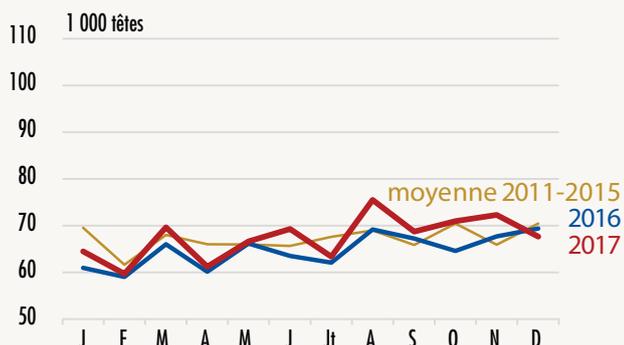
Le Grand Ouest et la Franche-Comté enregistrent une évolution inverse à la tendance nationale. En effet, seuls 6 départements ont vu leurs effectifs de vaches laitières augmenter en 2017 : l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, la Manche, la Loire Atlantique, le Doubs et la Haute-Saône. Le Massif-Central, le Sud-Ouest et les Hauts de France ont vu leur cheptel reculer fortement.

Ces évolutions illustrent la concentration du cheptel laitier dans les zones les plus denses, au climat favorables et/ou portées par des AOP rémunératrices.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2017

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES TYPE VIANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Des sorties massives de vaches allaitantes ont pesé sur le marché français. Au 2nd semestre elles dépassaient de 5% leur niveau de 2016 et de 2% la moyenne 2011-2015.

Beaucoup de réformes sont arrivées sur le marché en 2017. En cause, l'inversion de la tendance démographique du cheptel allaitant (-2,3% /2016 au 1^{er} décembre alors qu'il était encore stable au 1^{er} mars). Les stocks fourragers de médiocre qualité récoltés en 2016, les difficultés de trésorerie, les nombreuses vaches improductives réformées (la baisse des naissances de veaux de races à viande atteignait en cumul -254 000 têtes) et l'extensification de certaines exploitations sont autant de facteurs d'explication à cette décapitalisation. À 809 000 têtes, les abattages annuels de vaches de type viande ont dépassé de 4% leur niveau de 2016.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



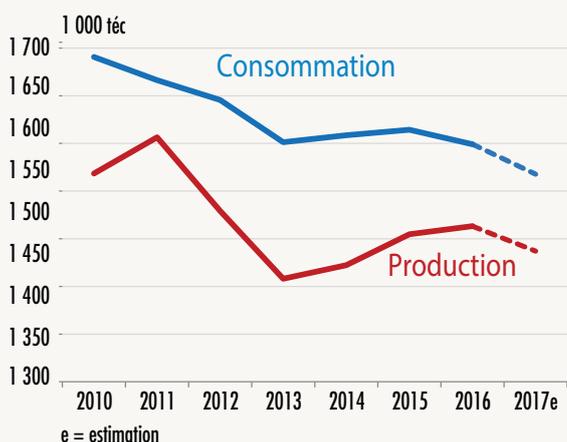
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de vaches laitières sont à l'inverse en recul en 2017 (-3% /2016). La baisse du cheptel laitier et l'amélioration de la conjoncture laitière ont fortement ralenti les réformes.

Le 2nd semestre 2017 a vu un redressement du prix français du lait de vache, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture grâce à la flambée des cours du beurre qui ont atteint des records. Les entrées dans le cheptel ayant été moins nombreuses qu'en 2016, les éleveurs ont dû retenir leurs vaches.

CONSOMMATION 2017

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend en compte aucune variation de stock.

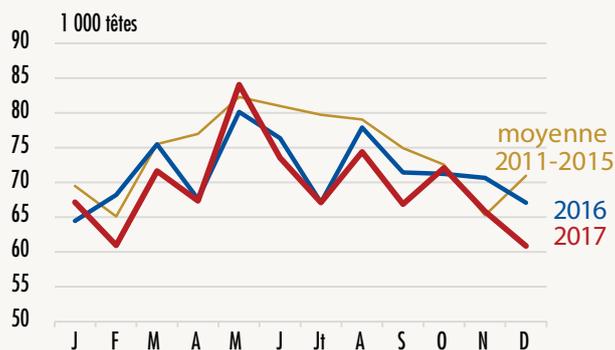
La consommation française de viande bovine calculée par bilan a reculé de 2% en 2017.

La demande française pour la viande bovine s'érode toujours. En 2017, les nombreuses disponibilités en femelles de race à viande ont permis de réduire les besoins en viande importée, ce qui a permis à la GMS de poursuivre la renationalisation de son approvisionnement.

Par ailleurs, les ventes dynamiques vers des destinations secondaires (Belgique, Espagne et l'Algérie) ont diminué la consommation intérieure de viande de taurillons, d'autant que l'offre était en baisse. Au final, la consommation française s'est donc recentrée sur de la viande française issue de femelles allaitantes.

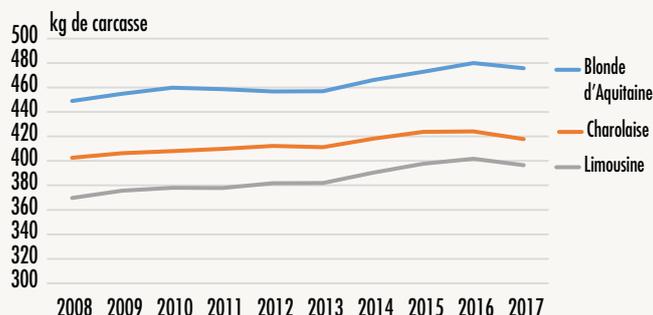


ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

POIDS MOYENS DES CARCASSES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les sorties de taurillons ont été parcimonieuses en France. Les abattages se sont repliés de 3% par rapport à 2016. L'allègement des poids carcasse a accentué ce repli.

La baisse des mises en place s'est poursuivie en JB laitiers et s'est traduite par un recul des sorties en 2017 (-3% /2016). Le nombre de JB de type viande est également en baisse de 3% sur l'année.

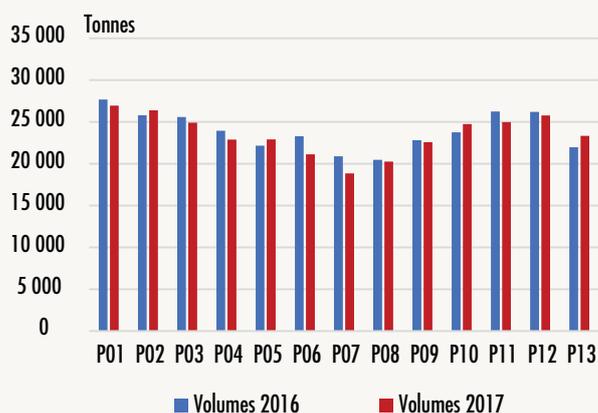
La baisse du poids moyen a accentué le repli des effectifs abattus. À respectivement 361 kg et 428 kg de carcasse, le poids du JB laitier et de type viande ont tous deux diminué de 1% /2016, sans doute en lien avec le plan d'allègement du début d'année. Les disponibilités réduites et le marché européen porteur ont permis aux prix de progresser, toutes conformations confondues.

Rupture de tendance dans le poids des vaches allaitantes

En 2017, le poids carcasse des vaches de race à viande s'est replié, rompant la tendance observée depuis de nombreuses années. Les carcasses de Limousines ont pesé en moyenne 396 kg (-1,3% /2016), celles de Charolaises 318 kg (-1,5%) et celles de Blonde d'Aquitaine 476 kg (-0,9%). Ces poids restent toutefois largement supérieurs à ceux enregistrés en 2008 (+7% pour les Limousines, +4% pour les Charolaises et +6% pour les Blondes).

Le repli de 2017 intervient après une année 2016 où l'encombrement du marché avait retardé les sorties. En outre, en 2017, la piètre qualité des fourrages au 1^{er} semestre et les réformes massives de vaches improductives moins bien finies ont participé à faire baisser les poids.

ACHATS DE VIANDE FRAÎCHE DE GROS BOVINS PAR LES MÉNAGES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Rappel définition :

Cette évaluation de la consommation des ménages à domicile consiste à interroger chaque semaine un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Cette méthode distingue le bœuf du veau.

Les achats de viande bovine rouge sont en léger retrait en 2017 (-1,1%). Cependant, le boeuf résiste mieux que le porc, l'agneau ou le veau (-4%). Le rebond lors de la dernière période (P13) a permis d'atténuer la baisse.

Au total, les achats de viande de gros bovins sont en baisse en volume (-1,1%) comme en valeur (-0,1%). Les achats des ménages semblent s'orienter vers des morceaux à mijoter et le haché, plus accessibles que les morceaux à griller ou rôtir. Ainsi, la consommation de viandes piécées a chuté (-2%), sans doute en raison de leur prix plus élevé (14,37€/kg en moyenne). Celle de viande hachée fraîche est quasiment stable (+0,2%), de même que le prix d'achat à 10,81€/kg en moyenne.

La toute dernière période de l'année a été très positive pour la vente de viande bovine (+7%) en volume.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

+4%

C'est la hausse du PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins entre 2016 et 2017.

PRIX 2017

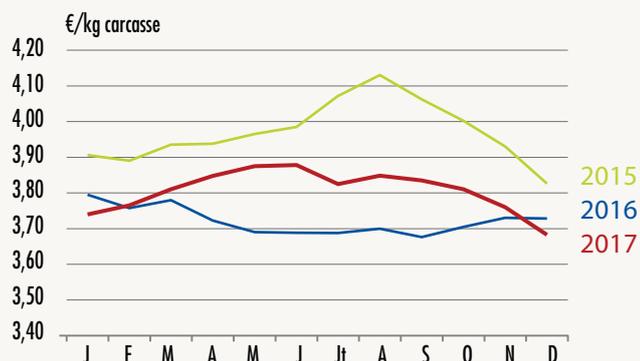
Après une année 2016 au plus bas, les prix des gros bovins se sont dans l'ensemble redressés. Seuls ceux des vaches allaitantes sont restés sous la pression d'une offre accrue.

Le prix moyen pondéré des gros bovins s'est établi à 3,61 €/kg de carcasse en 2017 (+4% /2016). Le redressement des cours des vaches laitières et de ceux des jeunes bovins laitiers et de type viande explique cette reprise.

Les réformes laitières ont été en effet moins nombreuses. Les jeunes bovins, moins nombreux eux aussi, ont en outre profité d'un marché européen porteur en particulier au second semestre. Seule ombre au tableau, le marché des vaches allaitantes, plombé par un déséquilibre offre-demande qui semble s'inscrire dans la durée.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

À 3,81 €/kg de carcasse en moyenne sur 2017, la cotation de la vache R n'a récupéré que 9 centimes par rapport à son très bas niveau de 2016 (ou +2%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

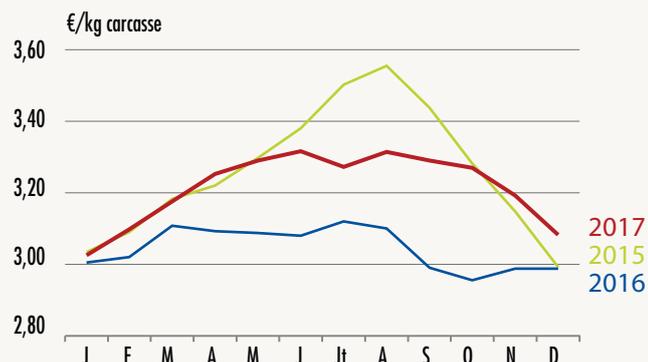
Les nombreuses réformes allaitantes, alors que la demande en viande piécée continue de s'éroder, ont maintenu une forte pression sur le cours de la vache R, en particulier au second semestre.

Alors que les cours s'étaient redressés jusqu'à la mi-juin grâce à un marché plus fluide qu'en 2016, ils ont replongé au second semestre. La demande s'est effondrée en juin-juillet sous l'effet des fortes chaleurs. Puis les réformes se sont accélérées et ont fait plonger les prix.

En décembre, les cotations des vaches R et U sont même passées sous leur déjà bas niveau de 2016.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES P

La cotation moyenne annuelle de la vache P s'est redressée de 8% par rapport au très bas niveau de 2016. À 2,87 €/kg de carcasse, elle reste toutefois 3 centimes sous son cours moyen de 2015.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le rythme des réformes laitières s'est ralenti en 2017, en France comme en Allemagne, ce qui a permis au marché de s'alléger et aux cours de se redresser.

Les cours des vaches laitières ont retrouvé leur évolution saisonnière : hausse au premier semestre et baisse au second semestre.

L'évolution de la cotation de la vache O, à 3,22 €/kg sur l'année (+6% /2016), a été parallèle à celui de la vache P. Toutes deux ont terminé l'année au-dessus du niveau des deux années précédentes.

PRIX 2017

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017/ 2016	2017/ 2007
JB	U	3,05	3,06	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	+5%	+25%
	R	2,75	2,73	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	+5%	+29%
	O	2,33	2,38	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	+7%	+21%
VACHES	U	2,96	3,15	3,36	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	+1%	+24%
	R	2,51	2,73	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	+2%	+19%
	O	2,11	2,21	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	+6%	+18%
	P	1,87	1,94	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	+8%	+14%
BŒUFS	R	2,62	2,72	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	+4%	+19%
GENISSES	R	2,63	2,86	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	+2%	+17%
PMP*		2,47	2,58	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	+4%	+19%
Inflation**		81,2	82,9	84,9	86,5	88,1	89,5	92,3	92,4	94	96,2	98,3	99,3	99,9	100	100,2	101,2	+1,0%	+13%

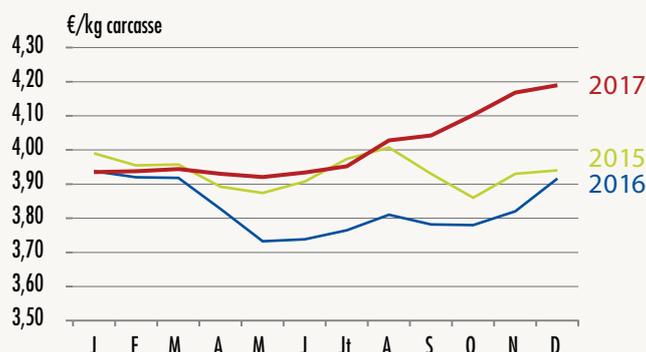
* Prix moyen pondéré des gros bovins

** Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

En moyenne sur l'année, la cotation du JB U est remontée à 4,01 €/kg de carcasse (+5% /2016).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

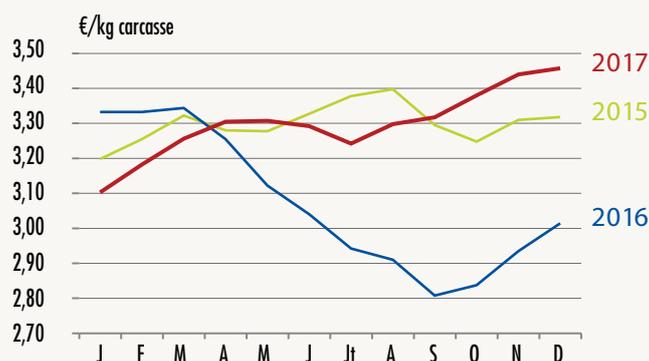
La réduction de l'offre en France, la reprise de la consommation en Europe du Sud et les quelques tonnages envoyés en Turquie au second semestre ont stimulé la hausse des cours.

Ainsi, alors que les prix des JB finis n'avaient pas enregistré de baisse saisonnière au premier semestre, ils ont marqué une belle progression au second semestre.

La cotation du JB U a fini l'année au plus haut, à 4,19 €/kg en décembre, un niveau jamais atteint auparavant. Même constat pour le JB R, dopé par le dynamisme sur le marché allemand, à 4,02 €/kg en moyenne sur décembre.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O est remontée à 3,30 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2017 (+7% /2016), retrouvant son niveau de 2015.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cours des JB laitiers ont profité de la baisse de leurs disponibilités et de celles des réformes laitières. Ils ont suivi la remontée des cours des vaches en début d'année puis celle des JB de type viande au second semestre.

Les JB laitiers avaient connu une désaffection très nette de la part des abatteurs en 2016, en raison de l'encombrement du marché par les réformes laitières. La cotation du JB O avait plongé à 2,81 €/kg de carcasse en septembre 2016. Elle n'a cessé de remonter depuis et a terminé l'année 2017 à 3,46 €/kg.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

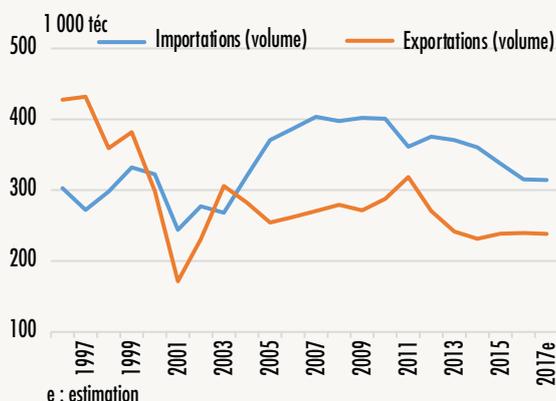
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2017

+18%

C'est la hausse des exploitations de viandes bovines vers le Benelux en 2017, peut-être grâce au transit vers la Turquie.

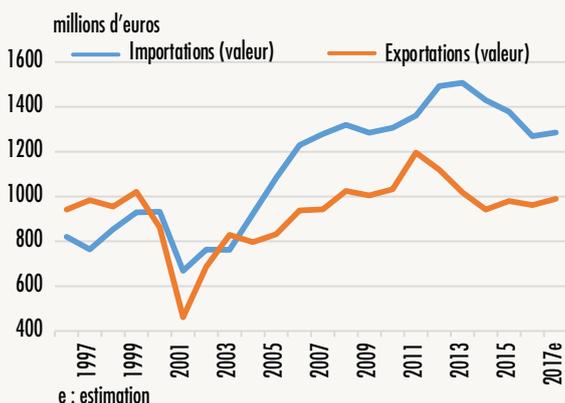
Les exportations françaises ont pourtant été pénalisées en 2017 par la baisse de la production de jeunes bovins. Les concurrents européens comme la Pologne en ont profité pour conquérir encore des parts de marché aux dépens de la France, en Italie et en Allemagne. Globalement, grâce aux progressions sur les autres destinations, les expéditions françaises auraient progressé de +1% en 2017 /2016.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

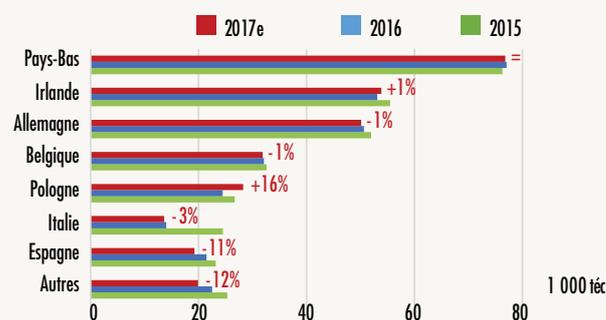
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines fraîches et congelées sont estimées stables d'une année sur l'autre. Le rebond des importations en fin d'année aurait permis d'atténuer la baisse qui a couru les 8 premiers mois. La Pologne renforce sa place de 5^{ème} fournisseur grâce à une offre abondante et compétitive.



Viandes bovines fraîches et congelées, veau compris.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Sursaut des importations en septembre-octobre

Les importations françaises de viande bovine se seraient stabilisées en 2017. D'un côté l'érosion de la demande intérieure et l'obligation d'étiquetage de l'origine des viandes sur les plats préparés incitent les GMS à renationaliser leur approvisionnement. D'un autre côté, les abattages importants dans certains États-membres de l'UE et une consommation redevenue plus dynamique ont relancé les importations en toute fin d'année.

Sur l'année, seuls les volumes en provenance d'Irlande (+1%) et de Pologne (+16%) ont progressé. Ces deux pays ont en effet vu leur production progresser nettement en 2017 (+6% pour l'Irlande et +12% pour la Pologne). Toujours mieux préparée, la viande polonaise continue de monter en gamme et de percer sur les différents marchés européens, et s'affirme comme une origine de premier plan toujours grâce à ses prix compétitifs.

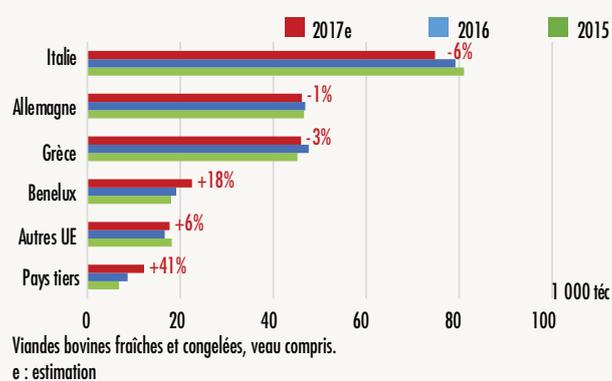
Revalorisation de la viande polonaise

Cette montée en gamme se traduit dans les prix en douane : en moyenne sur les 10 premiers mois de l'année, le prix de la viande réfrigérée importée de Pologne était en hausse (à 3,61 €/kg éc, soit +9% /2016), tout comme celui de la viande congelée (2,36 €/kg éc, soit +5% /2016).

Les expéditions des autres fournisseurs ont marqué le pas. Les volumes en provenance des Pays-Bas sont restés stables par rapport à 2016 malgré la forte hausse des abattages de vaches de réforme. Ceux en provenance d'Allemagne, où les réformes de vaches étaient fortement ralenties, ont baissé de 1%.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Dans un contexte de production de JB en baisse (viande majoritaire dans les exportations), les envois sont quasi stables d'une année sur l'autre.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Exportations stables

Plus de 85% de la viande exportée est constituée de viande de taurillons. Or les abattages de JB laitiers comme ceux de race à viande se sont repliés de 3% /2016, contraignant les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée. Elles ont totalisé 218 000 téc sur l'année 2017 (= /2016).

Les flux ont été en baisse sur les marchés traditionnels (Italie, Grèce et Allemagne). L'Italie a réduit ses importations de viande bovine réfrigérée française de -6% à 75 000 téc, la Grèce de -3% à 46 000 téc et l'Allemagne de -1% à 46 000 téc.

À l'inverse, d'autres destinations comme la Belgique et dans une moindre mesure l'Espagne et la Turquie (sur la base d'appels d'offres de l'organisme d'Etat turc) ont tiré les exportations.

Des envois français vers l'Italie en diminution

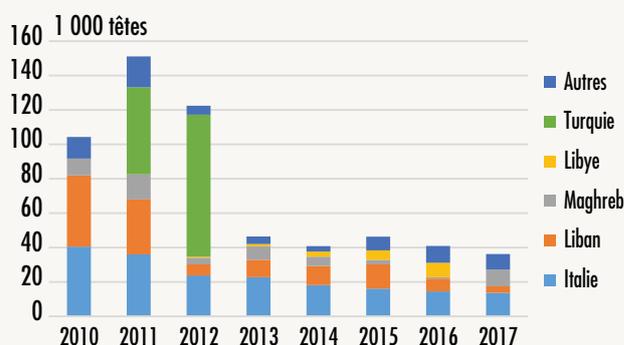
En 2017, l'Italie restait de loin le 1^{er} débouché, avec 34% du volume total exporté. Cependant, les envois de viande française ont perdu du terrain. Face à une légère hausse des abattages en Italie, le besoin à l'import s'est globalement réduit. La Pologne ne cesse d'accroître ses volumes sur le marché transalpin, prenant des parts aux autres fournisseurs. La Pologne est ainsi passée en 2017 devant la France au rang de 1^{er} fournisseur de l'Italie.

Les envois vers la Turquie

Après 5 années au point mort, près de 4 000 tonnes de carcasse de viande bovine françaises (carcasse entière R et U) ont été expédiées entre septembre et décembre 2017 via un opérateur belgo-turc. D'autres flux auraient par ailleurs transité par le marché belge. En 2018, on peut s'attendre à de nouvelles exportations sachant que l'ESK, l'agence turque mandaté pour réaliser les achats de carcasses, a été autorisée à importer près de 75 000 tonnes de viande bovine jusqu'à fin 2018.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE TAURILLONS VIFS FINIS

Les exportations de taurillons vifs finis poursuivent leur repli, malgré des envois supplémentaires vers l'Algérie en 2017.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les exportations de JB finis en repli de 11%

Après une baisse de 12% en 2016, les exportations françaises de JB finis ont enregistré un nouveau repli de 11% en 2017 pour tomber à 36 000 têtes en 2017. Pourtant, l'année avait bien démarré grâce notamment à l'aide exceptionnelle à l'allègement des JB qui avait profité largement à l'export en vif. Mais le second semestre a encaissé une baisse prononcée des disponibilités en France et une concurrence accrue de l'Espagne, des pays de l'Est et de l'Ukraine sur les marchés du pourtour méditerranéen.

Avec 37% des animaux expédiés, l'Italie reste le premier débouché pour ces taurillons finis. Les ventes vers le Liban ont été divisées par 2 et aucun flux n'a été enregistré vers la Libye. Ces chutes brutales ont été en partie compensées par des ventes accrues vers l'Algérie.

La tendance à la baisse vers l'Italie se confirme

À moins de 14 000 têtes, les exportations vers l'Italie ont reculé pour la 9^{ème} année consécutive (-5% /2016). Ce repli tendanciel s'explique entre autres par l'évolution des circuits d'approvisionnement dans le sud du pays (principale région importatrice de vifs finis).

Plus de bovins finis vers l'Algérie

Les exportations de JB finis vers l'Algérie ont été dopées en 2017 par l'arrêt des flux de broutards entre avril et début septembre pour raison sanitaire. Touchée par un nouvel épisode de fièvre aphteuse, l'Algérie a en effet fermé momentanément son marché aux bovins destinés à l'engraissement afin de limiter les mouvements d'animaux dans le pays.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE



Reprise de la demande en Europe du Sud

La baisse d'abattages en France, en Allemagne et au Royaume-Uni a été plus que compensée par des hausses en Pologne, en Irlande, aux Pays-Bas et dans une moindre mesure en Italie et en Espagne. La production de viande bovine de l'UE-28 aurait donc légèrement progressé en 2018 (+0,8% ou +60 000 téc). Les volumes supplémentaires ont pour moitié été exportés vers Hong Kong, la Turquie et Israël et pour moitié consommés en Europe grâce à la reprise de la demande dans les pays du Sud, reprise qui a boosté les prix des JB à partir de l'été.

4

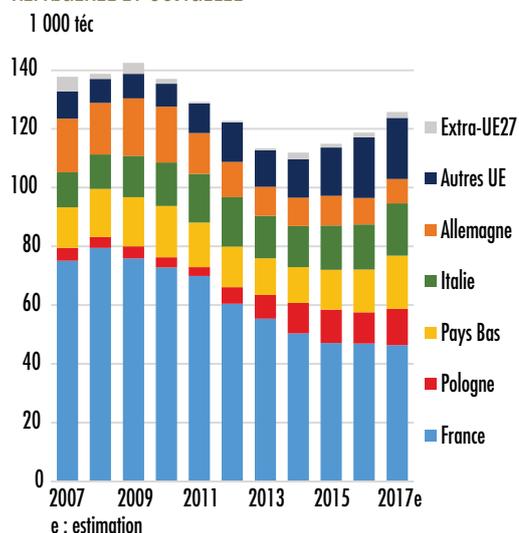
EUROPE GRÈCE



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 167 000 téc ou 15,5 kg/hab.
- Part des importations dont la consommation : 75%

IMPORTATIONS GRECQUES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



L'afflux de touristes et la reprise économique en 2017 ont boosté la consommation grecque de viande bovine. Cette demande a été satisfaite entre autre par un regain d'abattages (+7% /2016), mais surtout par une augmentation des importations (+6%), qui fournissent les 3/4 de l'offre.

Après une période d'austérité longue de 9 ans, 2017 est marquée par une petite reprise de l'activité économique hellénique avec un PIB en hausse de 1,3% au 3^{ème} trimestre sur un an d'après l'Autorité grecque des statistiques (Elstat). Cette orientation de la demande provoque une hausse des besoins à l'import. En 2017, l'Hexagone n'en a pas profité malgré l'importance de ce marché de proximité pour les exportations françaises de jeunes bovins (notamment des avants d'animaux bien conformés).

Une production et des importations de viandes bovines en hausse pour répondre à la demande touristique

La croissance serait liée à la reprise de la consommation privée et à l'afflux de touristes dans le pays (+30 millions selon le ministre grec du Tourisme soit 20% du PIB du pays) qui ont boosté la consommation de viande bovine. Afin de répondre à cette demande massive, les importations grecques de viande bovine fraîche et congelée ont globalement augmenté pour la 3^{ème} année consécutive, à 126 000 téc (+6% /2016).

La France, 1^{er} fournisseur (47 000 téc exportés soit -1% /2016), a perdu des parts de marché face à ses concurrents européens : les Pays-Bas (+25% /2016 en volume et à 5,0 € /kgéc, essentiellement du veau), l'Italie (+17% /2016 en volume à 3,7 € /kgéc) et la Pologne (+17% en volume à 3,5 € /kg de carcasse).

Pour résister à la concurrence accrue des pays de l'Est, le prix FOB de la viande réfrigérée française exportée vers la Grèce s'est effrité de 3% en 2017, à 3,7 € /kg de carcasse, après une baisse de 1% en 2016.

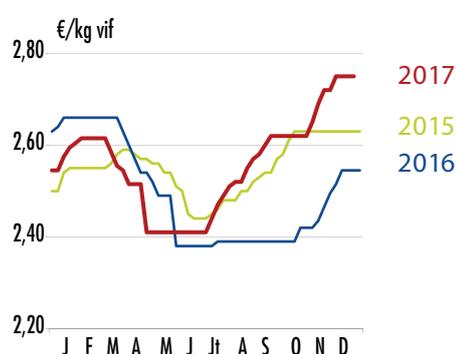
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE



DONNÉES REPÈRES

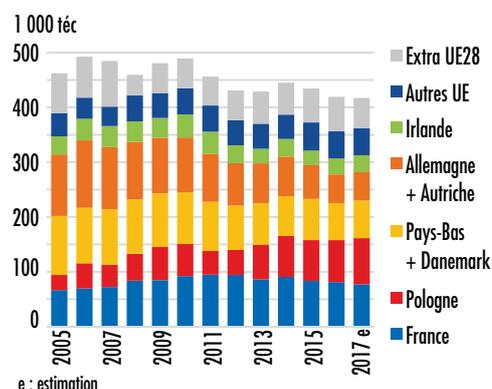
- Consommation : 1,05 million de téc et 17,5 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 41 %

COTATION DU JB CHAROLAIS DE 1ÈRE CATÉGORIE DE 700-750 KG À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2013e	2014e	2015e	2016e	2017e	2017/2016
Abattages	842	782	772	791	796	+1%
Importations	440	455	447	434	432	-41%
Exportations	159	162	168	172	167	-3%
Consommation	1 122	1 075	1 052	1 052	1 052	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes

Des signaux positifs sur la consommation ont dopé les prix au second semestre. Face à une production en légère hausse, les volumes importés s'érodent. Mais la Pologne poursuit sa percée.

La reprise de la consommation dope les prix

D'après Ismea-Nielsen, après plusieurs années de baisse, les achats de viande bovine par les ménages sont repartis à la hausse en 2017 (+0,8% en volume et +2,7% en valeur).

Les effets de cette reprise se sont vus sur les prix dès l'été. Les cotations des JB finis à Modène ont démarré très tôt leur hausse saisonnière et ont fini l'année à des niveaux record. À 2,56 €/kg vif en moyenne annuelle, la cotation du JB charolais de 1^{ère} catégorie a dépassé de 3% son niveau de 2016. Le mâle limousin « extra » à coté en moyenne à 2,71 €/kg vif (+2% /2016). Les cotations des femelles sont restées stables à de hauts niveaux.

L'engraissement de génisses poursuit son développement

La production italienne aurait progressé de près de 1% à 796 000 téc selon nos estimations. En réponse à une demande croissante pour de la viande tendre issue de carcasses de taille modérée, la production de génisses poursuit son développement (+7% /2016). Par ailleurs, pour la première fois depuis de nombreuses années, la production de JB mâles ne baisse plus (+0,5% /2016). Les réformes de vaches ont quant à elles été moins nombreuses (-1,5%).

Au 31 décembre 2017, la BDNI italienne enregistrait une hausse des effectifs de bovins de 1 à 2 ans (+5% /2016 pour les mâles et +3% pour les femelles). Ceci conduira à une hausse des sorties au moins au premier semestre 2018. Sorties qui ne devraient pas peser sur le marché compte tenu de l'évolution positive de la demande.

La Pologne désormais premier fournisseur de l'Italie

Les importations italiennes de viande bovine ont poursuivi leur érosion en 2017 (-1% /2016). La Pologne est tout de même parvenue une nouvelle fois à accroître fortement ses expéditions (+10% en un an, à 84 000 téc), devenant ainsi le premier fournisseur devant la France. L'Irlande, qui a enregistré une forte hausse des volumes abattus, a, elle aussi, accru ses ventes vers l'Italie (+6% à 31 000 téc). À l'inverse, l'Italie a eu moins recours à certains fournisseurs. Les achats de viande française ont significativement reculé (-6% à 77 000 téc). La chute des importations de pays tiers (-12% à 55 000 téc), particulièrement forte au 1^{er} semestre, est pour partie imputable au scandale de corruption ayant éclaboussé JBS au Brésil.

Baisse des exportations

L'Italie exporte principalement de la viande de vache. La baisse des réformes a donc induit un tassement des exportations (-3% /2016, à 167 000 téc). Les volumes ont diminué vers la France, où les besoins à l'import étaient moindres (-6%). Mais ils ont en revanche progressé vers l'Allemagne (+14%), où la consommation de viande bovine se développe, tant en découpes qu'en viande de transformation.

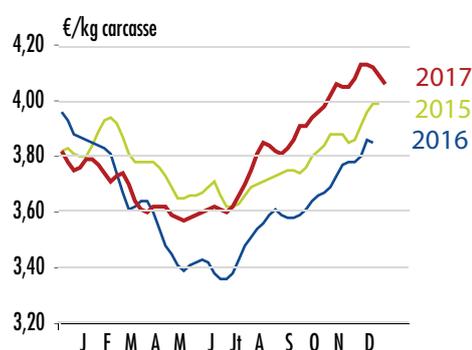


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE

DONNÉES REPÈRES

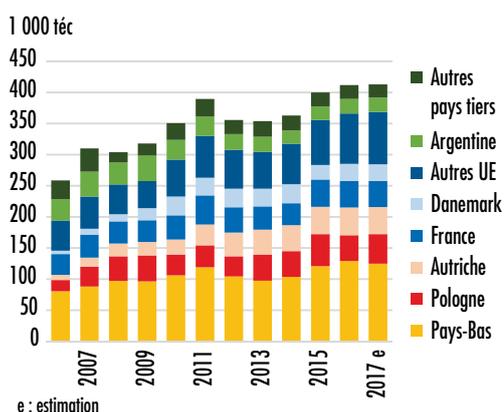
- Consommation : 1,227 million de téc et 14,8 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 36 %
- Part des exportations dans la production : 28 %

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotations nationales

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017 e	2017/2016
Abattages	1 140	1 106	1 128	1 124	1 148	1 131	-1%
Importations viande	384	377	387	425	440	441	=
Exportations viande	434	411	426	404	375	345	-8%
Consommation	1 100	1 073	1 089	1 145	1 213	1 227	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations

Le marché allemand reste particulièrement dynamique. Face à la baisse de la production, les importations se maintiennent à un niveau historiquement élevé et le disponible exportable ne cesse de baisser.

Nouvelle hausse de la consommation allemande

Après deux hausses annuelles consécutives de 5% en 2015 et 2016, la consommation allemande calculée par bilan a gagné encore 1% en 2017. Le dynamisme économique, l'accueil de réfugiés et la mauvaise image santé de la viande de porc continuent d'accroître la demande pour la viande bovine.

Moins de vaches abattues, mais plus d'animaux jeunes

Après un pic en 2016, dû à un afflux de vaches de réforme, la production allemande est retombée en 2017 à 1,131 million de téc (-1,5%/2016). Les réformes de vaches, qui comptent pour 1/3 des volumes totaux abattus, ont été moins nombreuses (-5%). Les volumes des autres catégories de bovins ont plutôt progressé : +1% pour les génisses à 164 000 téc, +7% pour les bœufs à 10 000 téc, +1% pour les veaux à 49 000 téc mais stabilité pour les taurillons à 523 000 téc.

L'année 2018 s'annonce plutôt en retrait, à moins d'une nouvelle crise laitière. Fin 2017, l'enquête cheptel faisait état d'une légère baisse du nombre de vaches laitières (-0,4% à 4,20 millions de têtes) et d'un recul plus prononcé des effectifs de génisses de plus d'un an (-1,5% à 2,70 millions de têtes) et des mâles de 1 à 2 ans (-2,4% à 930 000 têtes).

Prix en hausse

Hausse de la demande et retrait de l'offre ont tiré les prix. En moyenne annuelle, la cotation du JB R a atteint 3,86 €/kg (+5%/2016), avec une belle remontée saisonnière au 2nd semestre. La hausse a été encore bien plus forte pour les vaches de réforme : +22% pour la cotation de la vache O, à 3,05 €/kg, par rapport à un niveau très bas en 2016.

Les importations de viande à un niveau historique

Les importations allemandes de viande bovine auraient totalisé 441 000 tecs en 2017 selon nos estimations. Ce n'est que 1 000 tonnes de plus qu'en 2016, mais c'est un record absolu. Avec 125 000 tecs hors viande transformée, les Pays-Bas restent le premier fournisseur du marché allemand, mais les opérateurs néerlandais ont perdu quelques tonnages (-4%/2016). La Pologne (+15% à 48 000 têtes) est passée en un an de la 4^{ème} place à la 2^{ème} place en volume, doublant l'Autriche (-2% à 44 000 tecs) et la France (-2% à 42 000 tecs).

Exportations en baisse

Les exportations de viande bovine sont orientées à la baisse depuis plusieurs années, la hausse de la demande interne réduisant le disponible exportable. En 2017, elles auraient chuté de 8%. Les volumes exportés ont surtout chuté vers les Pays-Bas (-25% à 62 000 tecs) et vers la France (-7% à 34 000 tecs).

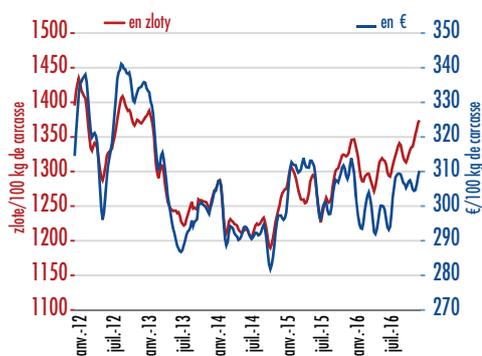
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE



DONNÉES REPÈRES

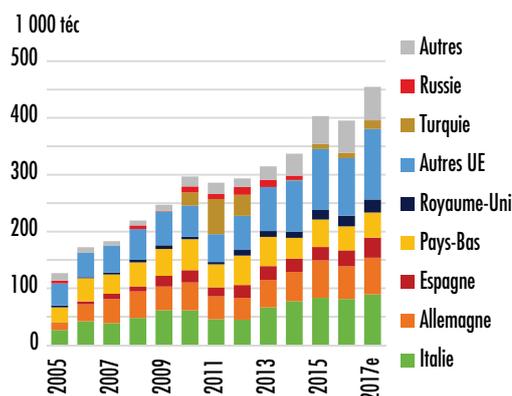
- Consommation : 101 000 téc et 2,7 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 87%

COTATION POLONAISE DU JB O EN EURO ET EN ZLOTY



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne et Banque de France

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après douanes polonaises et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017 e	2017/2016
Abattages	371	373	413	471	501	560	+12%
Importations viande	17	14	17	25	30	27	-11%
Exportations viande	319	340	369	431	425	486	+14%
Consommation	69	47	61	65	107	101	-6%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution..

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations

La production polonaise a encore nettement progressé en 2017, et avec elle les volumes exportés. Les prix continuent de se rapprocher de la moyenne européenne, ce qui dope les mises en place. En 2017, la Pologne est devenue déficitaire nette en petits veaux. Les sorties de JB sont annoncées en hausse pour 2018.

+12% de viande bovine produite

Après un « modeste » +6% en 2016, la production polonaise a renoué en 2017 avec la hausse à 2 chiffres pour totaliser 560 000 téc (+12% /2016). Les abattages de taurillons ont progressé de 16% à 317 000 téc, tout comme ceux de génisses à 81 000 téc. Les abattages de vaches ont atteint 159 000 téc (+3% /2016).

L'enquête cheptel de juin 2017 dénombrait 881 000 bovins mâles de 1 à 2 ans à l'engraissement (+10% /2016). La production sur le 1^{er} semestre 2018 s'annonce donc encore en hausse. Pour la première fois en 2017, la Pologne a importé plus de petits veaux qu'elle n'en a exportés (77 000 contre 46 000), pour satisfaire la demande des engraisseurs de jeunes bovins.

Des cours en hausse en zlotys comme en euros

Les cotations polonaises se rapprochent de la moyenne européenne, signe que la qualité et l'image de la viande polonaise s'améliorent. La cotation polonaise du JB O s'est élevée à 3,19 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2017 (+6% /2016). Non seulement le zloty s'est renforcé par rapport à l'euro (+2,5%), mais les prix en zloty ont aussi progressé (+3%), en particulier au second semestre, grâce à un marché particulièrement porteur. Malgré la hausse des réformes, les prix des vaches affichent eux aussi une forte croissance : +21% /2016 pour la vache O, à 2,75 €/kg de carcasse (moyenne annuelle).

Près de 490 000 téc exportées

Les exportations polonaises de viande bovine ont bondi de 14% en 2017 pour atteindre 486 000 téc selon nos estimations. Les volumes ont progressé vers tous les principaux clients : +10% vers l'Italie, +12% vers l'Allemagne, +5% vers les Pays-Bas, +26% vers l'Espagne, +20% vers le Royaume-Uni et +15% vers la France.

Les ventes poursuivent leur croissance vers les pays tiers, par à-coups vers la Turquie (+63%), mais de façon plus régulière vers Israël (+12%) et vers Hong-Kong (x2). Des flux ont démarré vers l'Arabie saoudite (2 000 téc environ).

La consommation reste marginale

La consommation nationale de viande bovine reste marginale, les Polonais préférant le porc, par goût et tradition, mais aussi pour son prix, moitié moindre que celui du bœuf. En 2017, la consommation est retombée à 2,7 kgéc/hab. La filière espère toujours relancer la consommation nationale (qui atteignait 16 kg/hab. en 1990), dans un premier temps via la restauration hors domicile.

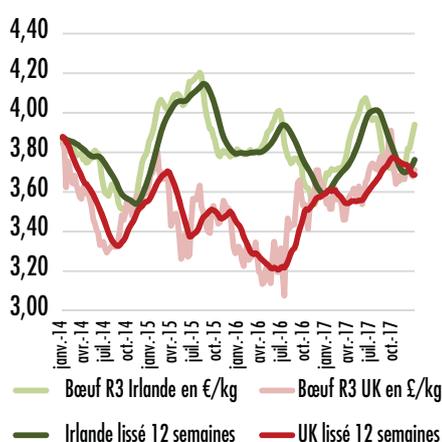


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE

DONNÉES REPÈRES

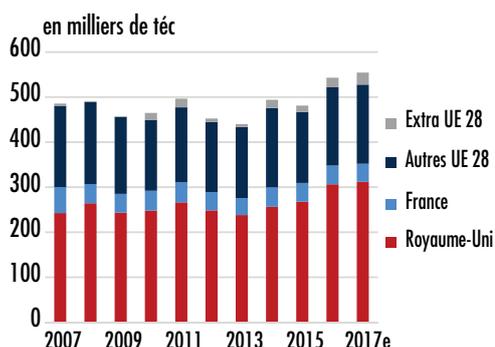
- Consommation : 99 000 téc et 20,0 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 88 %

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après *Bord Bia* et Commission Européenne

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017 e	2017/2016
Abattages	495	518	582	564	588	625	+6%
Importations viande	34	28	25	27	29	28	-1%
Exportations viande	452	440	494	481	543	554	+2%
Consommation	77	106	113	110	74	99	+34%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia*

Un afflux d'animaux sans baisse de prix

Fin 2016, les analystes irlandais s'inquiétaient du nombre d'animaux finis à valoriser en 2017, conséquence de la hausse du cheptel laitier. En jouant sur plusieurs tableaux à l'export l'Irlande a relevé le défi.

Le cheptel laitier alimente la filière

La levée des quotas laitiers en 2015 impacte fortement la filière bovine irlandaise qui doit valoriser un nombre croissant d'animaux alors que plus de 90% de sa production est exportée. Selon Eurostat, entre juin 2014 et juin 2017, le cheptel total de vaches a crû de 7% soit +158 000 têtes. Ainsi la production de viande bovine monte en puissance, atteignant 625 000 téc en 2017 (+6% /2016, +11% /2015), un record depuis 1999. Cette progression est due aux bœufs (246 000 téc, +9% /2016) et aux génisses (174 000 téc, +7% /2016) mais également aux vaches de réforme (119 000 téc +5% /2016). Après 3 années d'expansion du cheptel, les abattages de vaches sont structurellement élevés malgré une conjoncture laitière qui reste favorable en Irlande. Le poids carcasse national moyen atteint 334 kg en 2017, en recul de 4 kg /2016 du fait d'une part accrue d'animaux laitiers, naturellement plus légers.

Le marché britannique accroît ses achats de bœuf irlandais

Les exportations irlandaises de viande bovine ont crû de 2% /2016 en volume à 554 000 téc selon Eurostat et de 5% en valeur selon *Bord Bia*. Le Royaume-Uni consomme plus de bœuf irlandais que l'Irlande elle-même, et concentre plus de 50% des exportations irlandaises. En 2017, la hausse des prix sur ce marché a soutenu les cours Irlandais malgré la dépréciation de la livre. La cotation du bœuf R, produit le plus exporté sur le marché britannique, s'est ainsi appréciée de 1,5% /2016 à 3,83 €/kg.

Après un second semestre 2016 difficile, le marché des vaches de réformes en Irlande s'est bien redressé en 2017 grâce à des abattages limités au niveau européen, notamment au second semestre. En moyenne sur l'année, la cotation de la vache O irlandaise atteint 3,15 €/kg, soit +5,3 %/2016 et la R 3,36 €/kg, soit +4,3%/2016.

L'export vif en progrès dans toutes les catégories

Les exportations en vif ont rebondi à 188 000 têtes, soit +30% /2016. L'Irlande a exporté 101 000 veaux (+39%) grâce à une offre abondante et aux dynamiques d'engraissement en Espagne et aux Pays-Bas. L'export de brouards a grimpé à 59 000 têtes (+20%) principalement vers le marché turc (30 500 têtes, +58%).

Les bonnes performances de l'Irlande à l'export, en viande comme en vif, ont permis une progression générale des prix malgré une production en forte hausse. 2018 verra un nouveau défi à relever avec une augmentation supplémentaire des sorties du fait du développement du cheptel laitier et la reprise annoncée de la production sur le marché britannique.

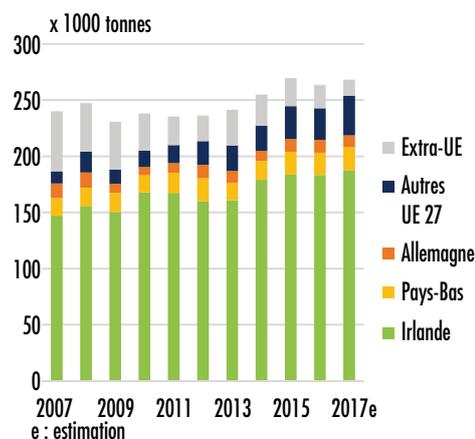


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ROYAUME-UNI

DONNÉES REPÈRES

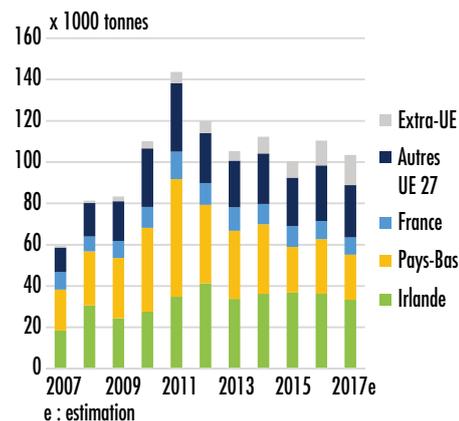
- Consommation : 1,20 million de téc et 18,2 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 36%

IMPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE BOVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, AHDB et estimations

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE BOVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, AHDB et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE AU ROYAUME-UNI

1000 téc	2012	2013	2014	2015	2016	2017e	2017/2016
Abattages	882	843	872	882	904	893	-1%
Importations viande	406	393	414	430	426	435	+2%
Exportations viande	148	132	142	142	143	133	-7%
Consommation	1140	1104	1144	1171	1187	1195	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, Eblex, Eurostat et estimations

La baisse des disponibilités nationales et la demande dynamique ont soutenu les cours. À la différence de 2016, le taux de change n'a pas affecté les échanges de viande bovine britanniques en 2017.

Recul des abattages

Après un rebond de 4% en 2016, la production de viande bovine est repartie à la baisse en 2017, à 2,63 millions de têtes de gros bovins abattus, -1% par rapport à 2016.

Les abattages de vaches ont fortement diminué (-3%) en raison d'une amélioration de la conjoncture laitière, tandis que ceux des bœufs et génisses ont légèrement augmenté (+1%).

Par ailleurs, la tendance à l'allègement des poids carcasse se confirme. Sous la pression des distributeurs, les abatteurs ont durci leurs cahiers des charges et imposent depuis l'été 2016 des pénalités pour les carcasses dépassant 400 kg, voire 380 kg pour certains distributeurs. Ainsi, le poids moyen des bœufs abattus au Royaume-Uni s'est réajusté à la baisse, après plusieurs années de hausse. Il est tombé à 367 kg en 2017 (-1%/2016).

Au final, les volumes abattus ont reculé de 1% à 893 000 téc, un niveau qui reste toutefois supérieur à celui des années 2012-2015.

La consommation toujours en hausse et en mutation

L'augmentation de la consommation par bilan, en hausse constante depuis 2013, s'est chiffrée à +1% en 2017. Les résultats du panel confirment la hausse : les achats de viande bovine par les ménages ont progressé de 2% en cumul de 52 semaines finissant le 4 décembre. Les viandes à griller (+5%), le haché (+0,1%) et les plats préparés (+4%) ont largement compensé la baisse des achats de viande à rôtir (-7%). Les Britanniques peuvent de moins en moins être surnommés «Rostbifs» !

Les cours tirés par le déséquilibre entre l'offre et la demande

Le repli de l'offre et la fermeté de la demande intérieure ont soutenu les cours. À 4,18 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année, le prix du bœuf R3 a progressé de 1% et celui de la vache R3 a grimpé de 5% à 3,29 €/kg de carcasse. Les cours ont également progressé en monnaie locale, à 3,6 £/kg de carcasse pour le bœuf R3 (+8%) et à 2,88 £/kg de carcasse pour la vache R3 (+12%).

Des importations boostées par le manque de disponibilités nationales

Dans un contexte d'incertitude lié au Brexit, la chute du taux de change aurait pu stimuler davantage les exportations et limiter les importations. Toutefois, en réponse à une demande bien orientée et faute de disponibilités nationales, les importations ont augmenté de 2% par rapport à 2016. Les envois depuis l'Irlande (+2%) et les Pays-Bas (+5%) ont été particulièrement dynamiques malgré un euro renforcé.

Ce déséquilibre entre l'offre et la demande intérieures a également limité les disponibilités pour l'exportation. En effet, les expéditions de viande bovine du Royaume-Uni ont reculé de 7% d'une année sur l'autre.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Des prix et des volumes

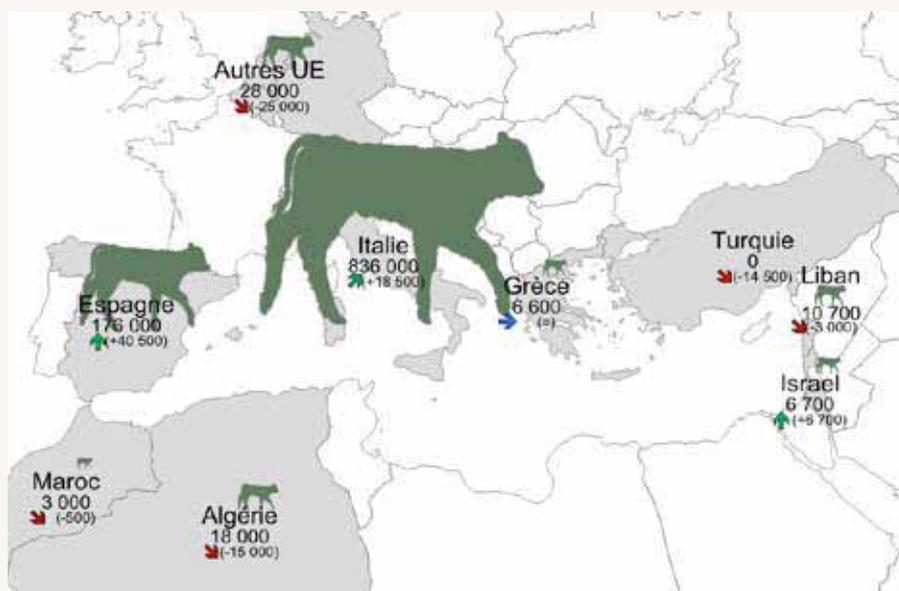
Pour la troisième année consécutive, les exportations françaises de broutards ont progressé (+1% /2016), malgré l'absence du marché turc et les problèmes sanitaires en France comme à l'étranger. Les flux se sont concentrés sur nos marchés historiques, Italie (+2%) et Espagne (+30%), et ont indirectement bénéficié des achats des pays tiers en animaux maigres et gras chez nos voisins. Les envois vers les autres clients européens comme vers les pays tiers du pourtour méditerranéen ont reculé fortement. Les prix ont affiché des niveaux élevés toute l'année, soutenus par une demande ferme face à des disponibilités limitées.



EXPORTATIONS 2017

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres par pays d'arrivée
 Nombre de têtes en 2017 et variation 2016/17



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises
 Cartographie Crates & Données - © Arlicque

Estimation des exportations françaises de gros bovins maigres en 2017 :

- Vers l'Italie : 836 000 têtes
 - Vers l'Espagne : 176 000 têtes
 - Vers les autres pays de l'UE : 28 000 têtes
 - Vers les pays tiers : 39 000 têtes
- dont
- l'Algérie : 18 000 têtes
 - le Liban : 10 700 têtes
 - Israël : 6 700 têtes
 - la Turquie : Ø

EXPORTATIONS 2017

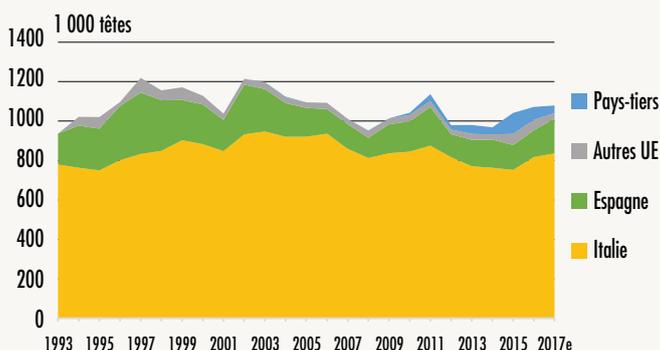
BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAIS DE BOVINS MAIGRES

Têtes	2014	2015	2016	2017e	Évolution 2017/2016
Mâles et femelles de 160 à 300 kg vif	240 000	310 000	254 000	268 000	+6%
Mâles maigres de plus de 300 kg vif	557 000	553 000	607 000	564 000	-7%
Femelles maigres de plus de 300 kg vif	173 000	179 000	211 000	248 000	+18%
TOTAL	970 000	1 042 000	1 072 000	1 080 000	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

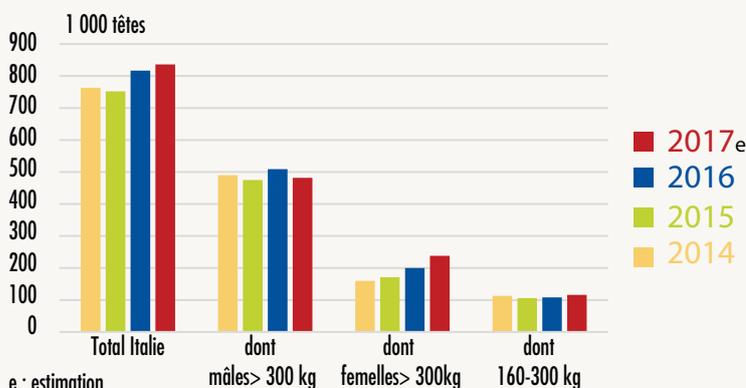
EXPORTATIONS FRANÇAISES DE GROS BOVINS MAIGRES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS VERS L'ITALIE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

1,080 million de têtes

C'est notre estimation des exportations de broutards en 2017.

Les exportations françaises ont progressé pour la troisième année consécutive. Avec près d'1,1 million de têtes, la hausse se chiffre à 1% /2016.

Après le pic de 2011, les exportations françaises avaient reculé avant de rebondir à partir de 2015 à plus d'1 million de têtes. En 2017, la hausse a surtout profité aux animaux légers de moins de 300 kg vif (+18% /2016) ainsi qu'aux femelles de plus de 300 kg (+6%) dont les envois atteignent leur record historique. Les flux de mâles de 300 kg enregistrent un repli (-7%) après une hausse en 2016. La progression des exportations a eu lieu malgré des naissances en recul en 2017 et des problèmes sanitaires, aussi bien en France (FCO) que chez certains de nos clients (fièvre aphteuse au Maghreb).

En 2017 les envois français se sont recentrés sur les marchés historiques, italien et espagnol, les autres débouchés reculant fortement.

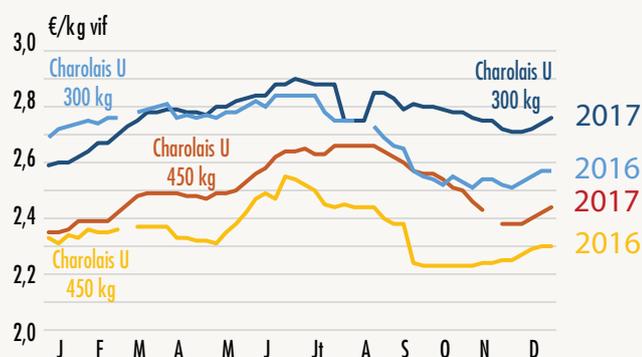
La part des exportations françaises destinées au marché italien s'est encore accrue en 2017, à près de 78% (+2 points /2016 et +6 points /2015). Cette évolution s'explique aussi bien par la bonne tenue du marché transalpin de la viande que par la concurrence limitée des autres fournisseurs de bovins maigres, attirés par les marchés des pays tiers, notamment la Turquie et Israël. L'Espagne a encore plus fortement accru sa part dans les envois français, passant de 13% en 2016 à 16% en 2017. Les achats des autres pays européens et des pays tiers ont en parallèle chuté en 2017, respectivement de -45% et -40% d'une année sur l'autre.

Après quatre années de recul jusqu'en 2015, les envois vers l'Italie progressent pour la deuxième année consécutive, avec environ 835 000 têtes (+2% /2016).

Les cours des jeunes bovins italiens ont atteint des niveaux élevés au second semestre. Ils ont été tirés par une reprise de la consommation, mais aussi par la recherche de la prime qualité, versée à l'abattage pour les animaux ayant passé 6 mois en ferme. Ce dispositif révisé a pour effet d'accélérer les rotations. Les engraisseurs transalpins ont rempli leurs ateliers et accepté les hausses des prix des broutards français. Les problèmes sanitaires français (FCO sérotype 4) n'ont pas perturbé le commerce, grâce à la signature rapide d'accords bilatéraux. Après un rebond en 2016, les envois de mâles de plus de 300 kg ont néanmoins reculé en 2017 de 5%, notamment sous l'effet de disponibilités françaises réduites. Mais la forte demande italienne en femelles de plus de 300 kg (+20% /2016) explique également ce repli des mâles, les distributeurs contractualisant ces animaux pour obtenir des carcasses légères et tendres. Cet attrait pour les animaux légers a également tiré les exportations françaises de broutards de 160-300 kg (+7% /2016).

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU CHAROLAIS U DE 450 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

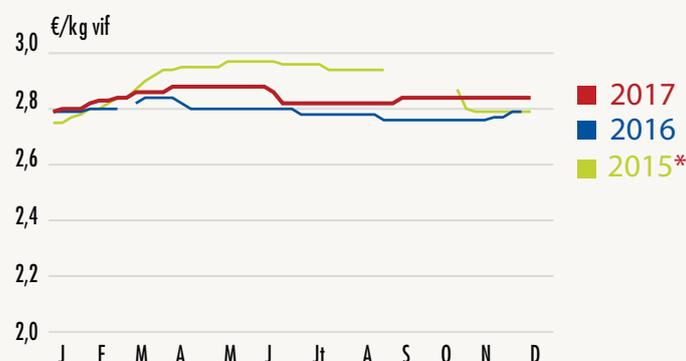
En moyenne sur l'année 2017, les cotations des broutards mâles ont progressé par rapport à 2016, les Charolais affichant les hausses les plus élevées.

Entre une demande active et des disponibilités en recul, pratiquement toutes les catégories de broutards ont bénéficié de cours relativement élevés en 2017. Au 1^{er} semestre, en plein creux saisonnier des disponibilités, les cours ont connu une hausse supérieure à celle de 2016. Les cotations des Charolais se sont maintenues à des niveaux relativement élevés tout l'été, avant de

2,51 €/kg

C'est la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2017.

COTATIONS DU LIMOUSIN E DE 350 KG



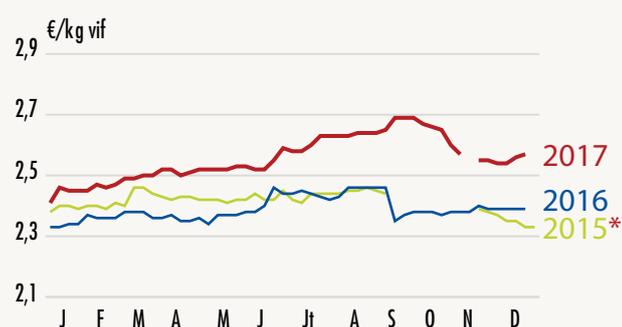
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

connaître une baisse saisonnière peu marquée, les marchés des broutards restant fluides voire tendus. Les cotations des Limousins n'ont pas subi la baisse saisonnière automnale. Elles sont restées stables et ont terminé 2017 à des niveaux supérieurs à ceux des trois années précédentes.

Ainsi si les cotations moyennes des Charolais étaient en forte hausse en 2017 (+7% /2016 pour les U de 400 kg et de 450 kg), celles des Limousins affichaient des progressions plus modestes (+2% /2016 pour le E de 350 kg à 2,84€/kg).

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U DE 270 KG

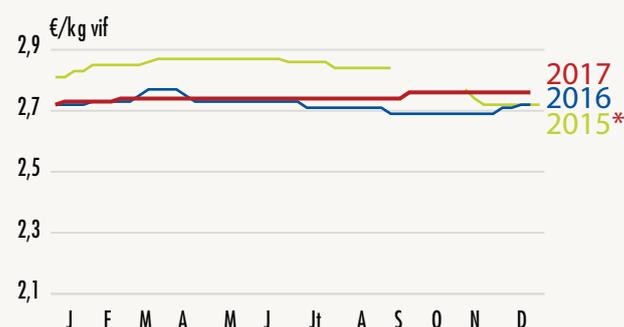


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cours des femelles ont globalement progressé en 2017, tirés par la demande sur le marché italien.

La demande italienne en femelles, légères ou lourdes, ne s'est pas démentie en 2017. Le marché des femelles est resté tendu une grande partie de l'année, malgré une offre en hausse, conséquence de la décapitalisation allaitante et d'un moindre besoin de

COTATIONS DE LA LIMOUSINE E DE 270 KG



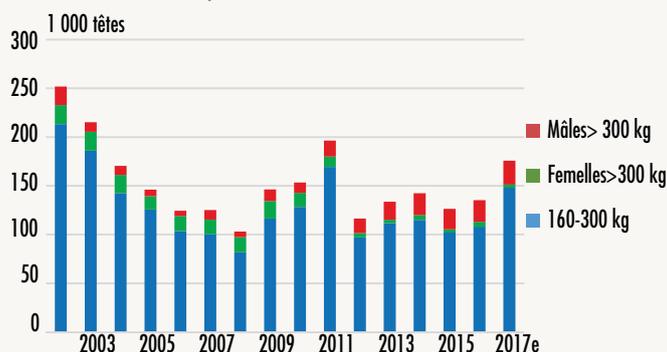
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

génisses de renouvellement. Les cours des Charolaises ont atteint un record historique. À 2,56 €/kg, la cotation moyenne annuelle de la Charolaise U de 270 kg surpasse ainsi largement son niveau de 2016 (+7%, soit +17 centimes). Les cours des Limousines sont restés plus stables à des niveaux situés entre les moyennes de 2016 et de 2015. La Limousine E de 270 kg affiche une moyenne annuelle de 2,74 €/kg (+1% /2016 mais -3% /2015).

* En 2015, suite à l'apparition de la FCO sérotype 8, les cotations nationales n'étaient pas représentatives entre les semaines 38 et 44 pour les Limousins et les semaines 38 et 46 pour les Charolais

EXPORTATIONS 2017

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS L'ESPAGNE



e : estimation

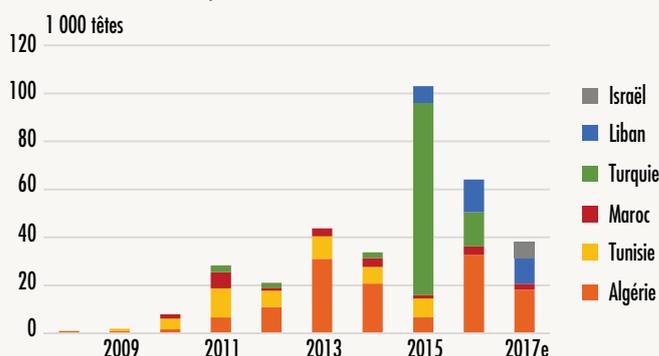
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

Les exportations françaises d'animaux maigres à destination de l'Espagne ont connu une très forte hausse en 2017 (+30% /2016) malgré le niveau plus élevé des cours français. Les envois restent concentrés sur les animaux légers.

Les achats espagnols d'animaux français ont connu leur plus haut niveau depuis 2011. Ils se concentrent toujours sur les animaux de moins de 300 kg (près de 150 000 têtes, +37% /2016) et les veaux nourrissons (voir chapitre veaux) qui alimentent des ateliers d'engraissement de grande taille. Mais une montée en gamme de la demande se dessine à travers une hausse des envois de mâles de plus de 300 kg, portés à 25 000 têtes en 2017 (+10% /2016), le chiffre le plus élevé depuis 1998.

Ces achats sont destinés à alimenter les exportations d'animaux finis en progression constante depuis 2013. En 2017, l'Espagne a expédié plus de 150 000 têtes, dont 85% sur les pays tiers. La Lybie est devenue son premier client, captant 40% des envois hors Union européenne.

EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ANIMAUX MAIGRES VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

Pour la deuxième année consécutive, les exportations françaises vers les pays tiers ont fortement reculé (-40% /2017), conséquence de l'absence du marché turc et de problèmes sanitaires en Algérie.

La fermeture du marché turc en 2017 a fortement contribué à la baisse des exportations françaises à destination des pays tiers. Malgré la réouverture officielle en novembre 2017, aucun envoi n'a eu lieu, compte tenu des conditions sanitaires très exigeantes sur la FCO et des prix français peu concurrentiels sur le marché turc.

Fermée aux animaux d'engraissement entre avril et début septembre en raison de la crise de fièvre aphteuse qui a sévi dans le pays, l'Algérie a réduit ses achats annuels d'animaux maigres français de 45% en 2017. L'ouverture du marché israélien à la fin de l'hiver a permis d'envoyer près de 7 000 têtes, avant que la hausse estivale des prix français ne tariisse les flux. Les importations libanaises d'animaux lourds ont reculé de 20% /2016 tandis que les achats tunisiens sont restés anecdotiques.

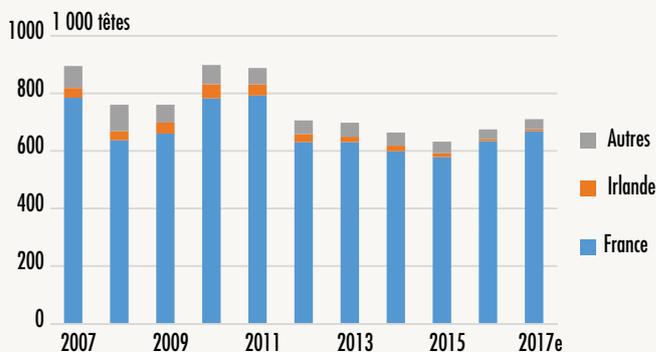
L'APPROVISIONNEMENT ITALIEN

Après cinq années de baisse, les importations italiennes d'animaux maigres ont progressé pour la deuxième année consécutive. La France renforce encore sa place sur ce marché.

Les importations italiennes d'animaux maigres ont progressé en 2017 (+5% /2016), tirées par une consommation nationale dynamique. La France a fourni près des 95% des importations transalpines en 2017, contre 88% dix ans auparavant et confirme sa position hégémonique sur ce marché. Malgré des prix relativement élevés, les animaux français se sont placés auprès des engraisseurs de la Botte, motivés par les cours élevés des jeunes bovins finis mais également en manque de fournisseurs alternatifs vers lesquels se tourner.

Les importations en provenance des concurrents de la France n'ont en effet progressé que de 3% /2016. Le débouché turc est resté une destination prioritaire des animaux de nombreux pays de l'Est comme de l'Irlande, dont les envois vers l'Italie ont reculé pour la troisième année consécutive (-10% /2016 et -70% /2014). Israël reçoit également un grand nombre d'animaux, roumains et portugais notamment.

IMPORTATIONS ITALIENNES D'ANIMAUX MAIGRES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Enfin, il faut signaler la concurrence croissante des animaux nés en Italie, même si les effectifs restent encore relativement faibles sur le marché domestique. Ces animaux sont recherchés pour produire une viande née, élevée et abattue en Italie, malgré des performances techniques jugées inférieures.

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des produits en amélioration malgré la baisse des aides et l'effondrement du prix des femelles au 2nd semestre

Après un rétablissement des cours au 1^{er} semestre 2017, les marchés des bovins viande ont fortement divergé entre mâles et femelles au 2nd semestre. Celui des vaches allaitantes a chuté sous les prix médiocres de 2016. Les aides exceptionnelles annoncées durant l'été 2015 ont pour l'essentiel été comptabilisées en 2016 (ce qui explique des résultats observés en 2016 supérieurs aux estimés en janvier 2017) n'ont pas été reconduites en 2017. Les produits des cultures s'améliorent avec des rendements moins catastrophiques qu'en 2016.

Quant aux charges, elles sont globalement stables. Les aléas climatiques qui avaient été très nombreux en 2016 ont surtout affecté l'Est l'an passé. Au final, les revenus estimés en 2017 seraient tout juste stables pour les naisseurs, et ne s'amélioreraient nettement que pour les systèmes avec cultures.

ESTIMATIONS DES REVENUS 2017

En 2017, la campagne céréalière détermine l'ampleur de la hausse de revenu

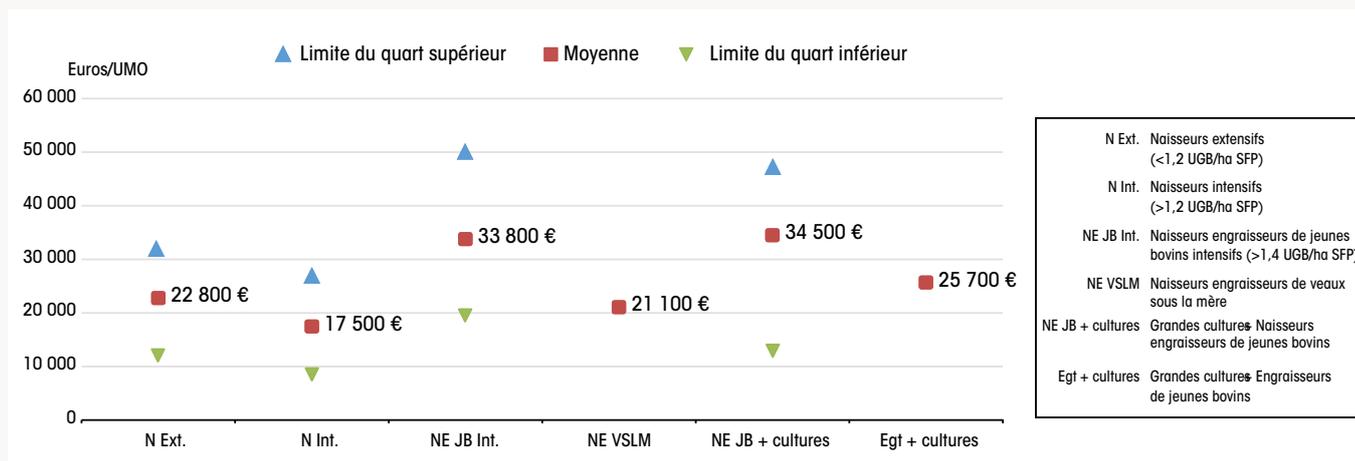
En 2017, l'ensemble des résultats courants progressent pour les systèmes avec cultures. En revanche, les résultats des systèmes naisseurs ou veaux sous la mère stagnent à des niveaux toujours insuffisants. L'activité d'engraissement des mâles voit sa plus-value s'amplifier par rapport aux systèmes sans, et ce malgré la convergence des aides PAC. En effet, les deux systèmes diversifiés suivis auraient pour 2017 un résultat courant moyen en net progrès

(+24 k€/UMO exploitant pour les naisseurs engraisseurs et +21 k€ pour les engraisseurs par rapport à 2016).

Si les résultats courants sont variables d'un système à l'autre, ils le sont également au sein même des systèmes. Il existe de la variabilité en lien notamment avec la taille des élevages ou leurs performances techniques ou leur mode de gestion. Leur part de cultures de ventes est également déterminante, y compris chez les spécialisés. En 2017, les variations des aides structurelles et surtout conjoncturelles sont également une source de variations de résultats courants.

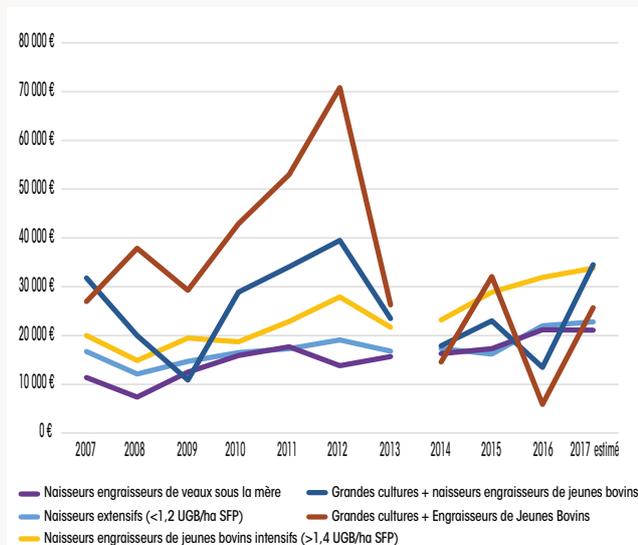
RÉSULTATS COURANTS 2017

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2017.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

paiement redistributif. Cela limite les pertes d'aides pour les systèmes qui avaient les niveaux historiques d'aides découplées les plus élevés, en particulier les intensifs et les systèmes avec cultures. Néanmoins, les aides sont globalement en baisse pour tous les systèmes.

Les charges opérationnelles sont aussi en baisse, avec un IPAMPA quasi stable et un moindre besoin d'achats d'aliments qu'en 2016 grâce à une année fourragère bien meilleure. En revanche, les charges de structure augmentent surtout sous l'effet de la hausse des prix des carburants et des services (travaux par tiers, entretien, transport).

Les revenus courants estimés des systèmes avec cultures et engraissement sont repartis nettement à la hausse en 2017, même si les écarts entre quartiles inférieurs et supérieurs se sont eux-aussi accrus. En revanche, les revenus des naisseurs et des producteurs de veaux sous la mère stagnent à des niveaux modestes.

ÉVOLUTION DE REVENUS

Les rendements en grandes cultures sont revenus en 2017 davantage dans la norme, après une année 2016 catastrophique. Côté produit des ventes de bovins, les évolutions ont été beaucoup plus contrastées. D'un côté, les marchés des bovins maigres et des jeunes bovins ont été plus soutenus en 2017, notamment sur le 2nd semestre, dynamisés en particulier par la demande transalpine. D'un autre côté, le marché des femelles ne s'est que peu amélioré. S'il y a bien eu une remontée saisonnière au premier semestre, elle a surtout bénéficié aux réformes laitières et bien peu aux allaitantes. L'intensification de ces dernières, avec une décapitalisation marquée sur le cheptel allaitant depuis avril 2017, a entraîné les cours de la vache R à leur plus bas niveau depuis 2011. Les cours des veaux sous la mère ont eux été affectés par une demande difficile, tout particulièrement durant l'été.

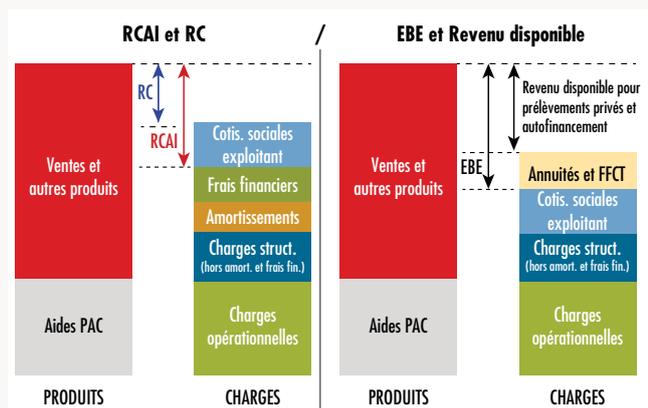
Les aides exceptionnelles décidées lors de la crise mi-2015 puis pour compenser la sécheresse ont pour l'essentiel été versées en 2016, ce qui avait soutenu les revenus cette année-là. On ne les retrouve pas dans les produits de 2017. En revanche, l'effet de la convergence des aides découplées est moins fort que prévu en 2017, avec l'abandon de l'abondement supplémentaire du

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2017 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2017 sont établies à partir d'un panel de **299 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2016 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...).

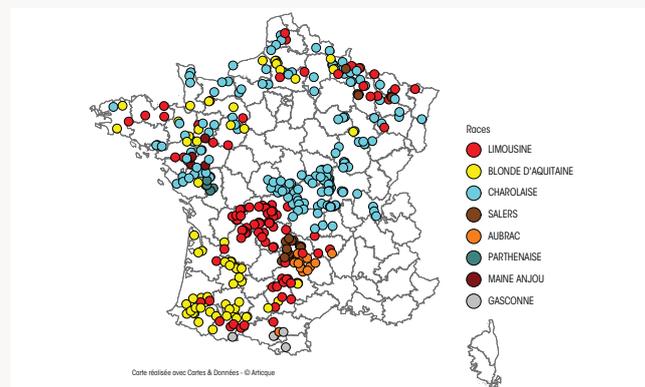
L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au « solde disponible », calculé selon une approche « trésorerie ».

INDICATEURS DE RÉSULTATS



LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE



La base nationale des Réseaux d'élevage compte 430 exploitations en 2017 dont 340 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

Plus d'informations : <http://idele.fr/filières/bovin-viande.html>
-> onglet Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ÉVOLUTION DES PRIX DES PRINCIPALES CATÉGORIES DE BROUTARDS

Mâles en 2017/2016

TYPE DE BROUTARD	ÉVOLUTION DU PRIX MOYEN ANNUEL	VARIATION DES PRIX 1 ^{ER} SEMESTRE	VARIATION DES PRIX ÉTÉ	VARIATION DES PRIX AUTOMNE
LIMOUSINS 300 KG	=	- 2,7 %	- 0,5 %	+ 2,7 %
CHAROLAIS 300 KG	+ 2,7 %	- 3,3 %	+ 1,8 %	+ 8,4 %
BLOND 300 KG	+ 0,9 %	+ 0,5 %	+ 0,9 %	+ 0,9 %
AUBRAC, GASCON 350 KG	+ 3,2 %	+ 4,2 %	+ 1,3 %	+ 5,6 %
SALERS 350 KG	+ 2,6 %	+ 1,7 %	+ 1,5 %	+ 5,6 %

Source : FranceAgriMer, Institut de l'Élevage

DONNÉES UTILISÉES POUR ESTIMER LE PRIX DES ANIMAUX FINIS

Exemple pour la catégorie des réformes R

CRITÈRES	CENTRE-EST	GRAND-OUEST	GRAND-SUD	NORD-EST
VACHES DE RÉFORME VIANDE R	+ 2,2 %	+ 3,7 %	+ 2,5 %	+ 2,4 %

Source : FranceAgriMer, Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC ENTRE 2016 ET 2017

AIDES	ÉVOLUTION 2017/2016
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DÉCOUPLÉS => CONVERGENCE	de - 5,9 à + 4,3 %
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	- 1,4 %
ICHN	+ 0,7 %
AUTRES AIDES DU SECOND PILIER	0 %

Source : Estimation Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2017

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2017 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2017

Les résultats 2016 sont ceux réellement constatés dans le panel des exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente. Cette dernière est saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Pour approcher au mieux cette variabilité, sur chacune des exploitations suivies, la période de vêlage a été associée à une période de vente des animaux.

Quant aux **animaux fins**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2017 a été estimé en prenant un pourcentage d'évolution annuel pour chacun des quatre bassins de production (Centre-Est, Grand-Ouest, Grand-Sud, Nord-Est). Le calcul combine le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2016 et 2017 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. Ainsi le prix 2017 d'une vache de réforme viande d'une exploitation située dans le Grand-Ouest a augmenté de 3,7 %.

Estimation des produits de ventes des cultures

Le montant des ventes 2017 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatés entre 2016 et 2017. Ces données nous ont été transmises par Arvalis-Institut du végétal.

Évolution des aides PAC

Pour les évolutions de soutiens découplés, la convergence prévue dans les textes réglementaires (sans la revalorisation du paiement redistributif initialement prévue) est appliquée. Deux niveaux de prélèvement sont effectués : 0,63 % pour constitution de réserve et 1,4 % de discipline financière. La transparence GAEC est appliquée.

Entre 2016 et 2017, les niveaux de soutiens perçus au titre de l'aide aux bovins allaitants (ABA) diminuent de 1,4 % : une hausse des stabilisateurs est en effet prévue.

Les niveaux de soutien ICHN augmentent légèrement via une réduction du coefficient stabilisateur. Dans nos hypothèses, les niveaux de mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont stables.

Les aides conjoncturelles de 2016 (sécheresse) ne sont pas reconduites.

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

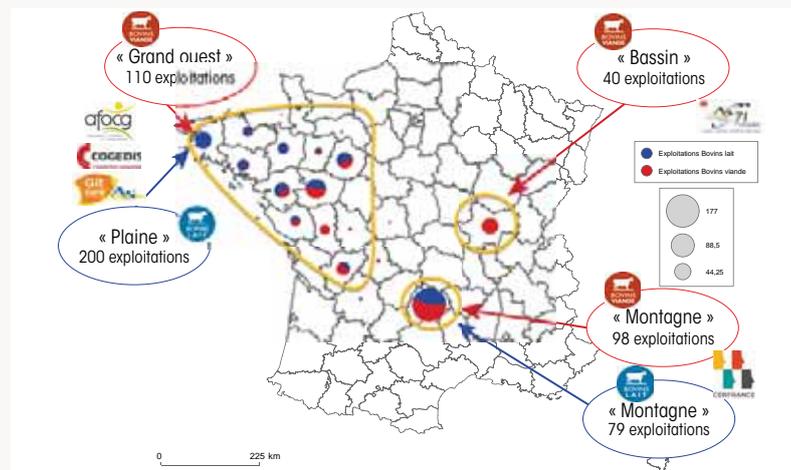
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ÉVOLUTION DES TRÉSORERIES DES EXPLOITATIONS

Le résultat comptable sert à mesurer la rentabilité de l'entreprise et à calculer le montant des cotisations sociales et des impôts. En revanche, ce résultat ne dit pas tout de l'équilibre financier de l'entreprise. C'est le revenu disponible qui mesure la trésorerie de l'exploitation et qui permet d'éviter de dépenser plus que l'on gagne. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et le développement de l'entreprise par l'investissement. Connaître ces évolutions semble aussi important surtout dans des contextes tendus.

L'OBSERVATOIRE DE L'ENDETTEMENT ET DES TRÉSORERIES

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON D'ÉTÉ 2015-2017



Etude CNE, d'après données Afoag, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

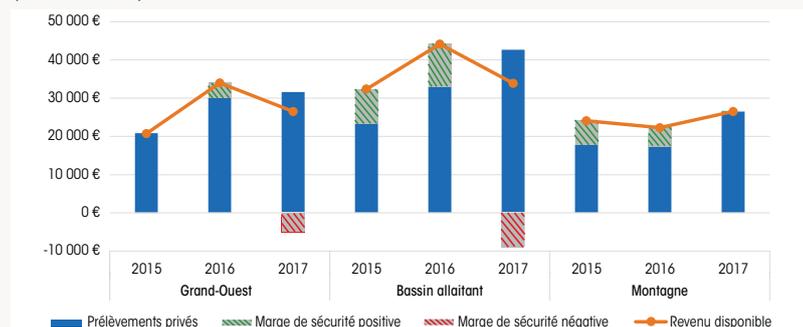
Cet Observatoire permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Deux échantillons, représentant 2 périodes de clôture (hiver et été) sont suivis annuellement. Les élevages sont répartis sur 3 bassins : le Grand-Ouest, le Massif Central et le bassin Charolais « historique ». Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AFOCG, AS71, Cerfrance Alliance Massif Central, COGEDIS et GIE Entr'AS.

Plus de **520** comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon des clôtures d'été (mars-juin) analysé entre 2015 et 2017. Les résultats sont analysés en moyenne, par zone géographique puis par groupe de niveau d'endettement (3 groupes).

TOUJOURS PAS DE MARGE DE SÉCURITÉ POSSIBLE POUR LES EXPLOITATIONS ALLAITANTES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

(Clôtures d'été)



Source : Étude CNE «été 15-17», d'après données Afoag, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'été)



Source : Étude CNE «été 15-17», d'après données Afoag, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

La situation financière des exploitations allaitantes se dégrade de nouveau sur les **clôtures d'été 2017**. Avec une conjoncture pourtant moins difficile début 2017, le produit brut des exploitations peine à se stabiliser par rapport à l'exercice précédent. Les aides, PAC mais aussi conjoncturelles, permettent de compenser en partie la baisse des produits bovins.

Dans le Grand-Ouest et le Bassin allaitant, les annuités sont en hausse, entraînant le disponible annuel à la baisse. En Montagne, la légère baisse des annuités, en lien avec un produit en petite hausse, permet une timide amélioration du revenu disponible. En moyenne (toutes zones), celui-ci atteint 19 100 € par UTH familiale, ce qui ne permet pas de dégager de marge de sécurité.

Une trésorerie assurée par des emprunts

En 2017, les investissements sont en nette diminution dans les 3 bassins. Ils restent cependant entièrement financés par des emprunts. On constate d'ailleurs des montants empruntés supérieurs aux montants investis, chez les éleveurs du Grand Ouest et ceux du Bassin allaitant (charolais). Ceci permet un refinancement des investissements passés et un financement de la trésorerie.

Depuis 3 ans, **les exploitations en situation critique** (endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie nette globale négative) représentent un large **quart de l'échantillon**.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

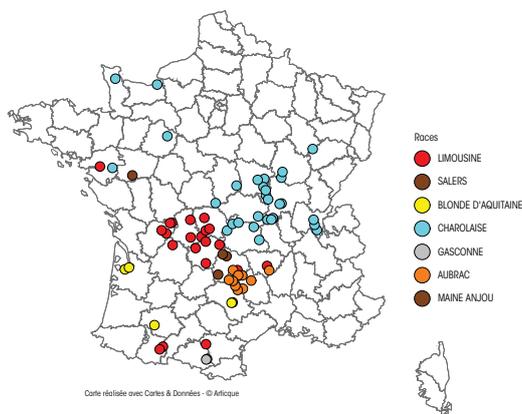
Malgré une météo clémente et un marché du maigre porteur, des revenus tout juste stabilisés en 2017



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 158 ha de SAU sont 147 ha de SFP
- 97 vaches allaitantes et 147 UGB
- Productivité moyenne : 299 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 72 EXPLOITATIONS



Après avoir subi deux sécheresses successives, et pour certains, des dégâts importants causés par les campagnols terrestres dans le sud du Massif Central, les éleveurs naisseurs extensifs retrouvent un peu de sérénité sur le plan fourrager. Si le revenu courant 2016 avait été conforté grâce à l'obtention d'aides exceptionnelles, permettant de compenser les effets de la sécheresse (+ 2 400 €/UMO en moyenne), celui de 2017 l'a été grâce à la meilleure tenue des cours du maigre.

Un produit total conforté par les ventes de maigres

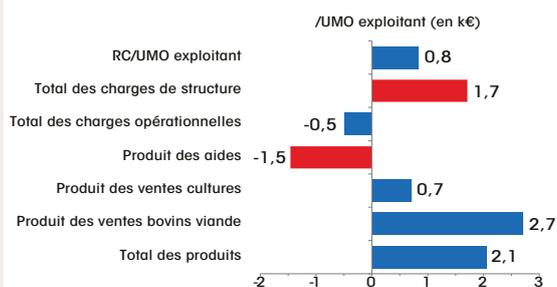
Le produit total des systèmes naisseurs extensifs est supérieur à celui de 2016 (+1,5 %). Cette augmentation s'explique, d'abord, par la bonne tenue du prix de vente des animaux maigres, tout au long de l'année. Même si de nouveaux cas de FCO (fièvre catarrhale ovine sérotype 4) ont été détectés début novembre, ils n'ont pour l'heure que très peu affecté le commerce des brouards.

D'autre part, l'année 2016 avait été marquée par une augmentation de la mortalité des veaux. Un retour à des niveaux plus dans la norme s'est opéré en 2017, conduisant à une augmentation du nombre d'animaux vendus, notamment dans le Sud-Ouest.

Dans le même temps, les cours des femelles allaitantes se sont modestement rétablis par rapport aux mauvais niveaux de 2016 (+2 % pour la vache R) même s'ils ont rechuté fin 2017.

Inversement, les aides totales jouent en défaveur du produit total. Les aides conjoncturelles versées en partie en 2016 ne sont pas reconduites en 2017 et ne sont pas compensées par l'augmentation des aides de la PAC, malgré la très légère hausse de l'ICHN (+0,7 %) et l'augmentation des aides découplées (+4,7 %).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



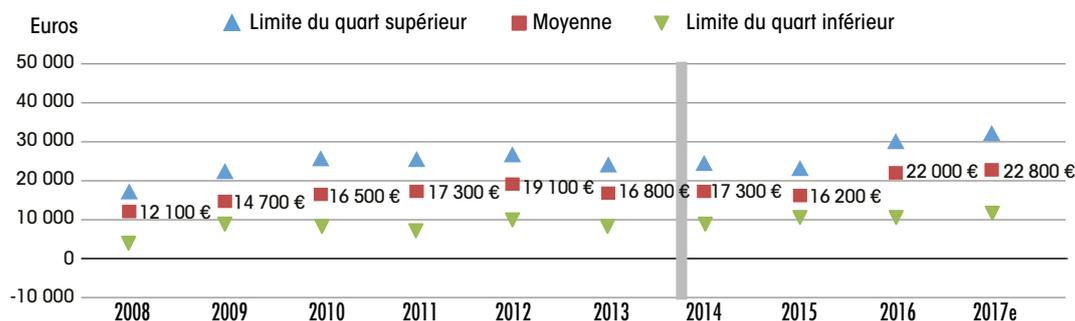
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Maintien d'un revenu un peu au-dessus des 20 000 €/UMO exploitant

L'année 2017 se conclut sans crise climatique ou sanitaire majeure. La pousse d'herbe s'est poursuivie durant l'automne en raison des températures clémente favorisant un prolongement de la saison de pâturage et la réalisation de fauches assez tardives. Cependant, certains secteurs du sud Massif Central, touchés par une sécheresse automnale assez inhabituelle ont dû utiliser les stocks fourragers plus précocement. Toutefois, les consommations de concentrés ont été limitées ce qui participe à la baisse des charges opérationnelles. Mais, dans le même temps, la hausse observée des charges de structure (+2,2 %), due à une augmentation du prix du carburant (+11 %), se traduit par une progression des charges totales.

Le résultat courant moyen des éleveurs se situe en moyenne autour des 22 000 €/UMO. Les exploitations du quart inférieur, se distinguant par une productivité plus faible (-10 kg/UGB) et des charges de structure plus élevées, ont un résultat courant peinant à dépasser les 10 000 €/UMO depuis plus de 10 ans et ont du mal à absorber l'ensemble de leurs charges. Les écarts entre quartiles supérieur et inférieur se creusent à nouveau.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



e : estimation

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

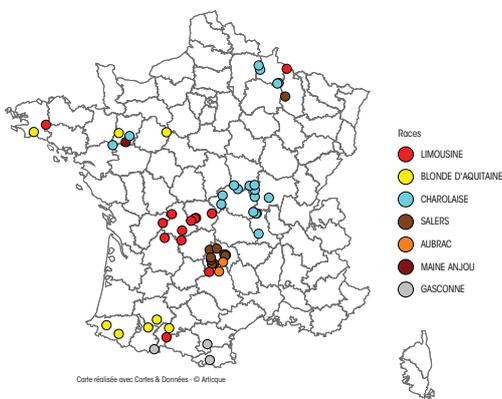
Le résultat se stabilise à bas niveau en 2017, malgré la conjoncture correcte du maigre



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 122 ha de SAU sont 109 ha de SFP
- 103 vaches allaitantes et 156 UGB
- Productivité moyenne : 314 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 56 EXPLOITATIONS



2016 avait vu une baisse des revenus des exploitations spécialisées naisseurs intensifs. Pas d'amélioration en 2017 ! La bonne tenue des cours du maigre et les rendements des céréales qui se normalisent font plus que compenser la progression des charges de structure. Cependant l'arrêt des aides exceptionnelles, versées en 2016 au titre de la sécheresse et la conjoncture médiocre des femelles pénalisent les revenus.

Les ventes d'animaux maigres confortent le produit total

Le produit total des systèmes naisseurs intensifs est supérieur à celui de 2016 (+0,8 %). Mais derrière cette hausse se cachent des évolutions contrastées des différents postes. Le produit issu de la vente des bovins est bien orienté et s'inscrit en hausse de 2,7 % (+2,2 k€). Cette tendance s'explique par la bonne tenue du prix de vente des animaux maigres, notamment pour les mâles et femelles charolais et les mâles limousins. Les quelques cas de FCO détectés sont restés circonscrits et n'ont pas affecté le commerce des brouards. Les cours des femelles allaitantes sont restés médiocres, même si un peu moins que l'année précédente. Enfin, le produit des cultures de vente rebondit de +1,1 k€ grâce à des rendements corrects sur l'ensemble du territoire.

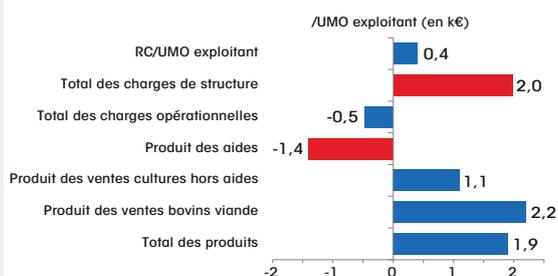
A contrario, les aides baissent de -3,4 % (-1,4 k€ en valeur) par rapport à 2016, année où les élevages avaient perçu des soutiens exceptionnels, liés à la sécheresse, non reconduits en 2017.

Les résultats courants ne dépassent pas 17 000 €/UMO exploitant

L'année 2017 se conclut sans crise climatique ou sanitaire majeure. Seul l'est de la France a connu, du fait de la sécheresse du printemps, des récoltes fourragères en baisse. Dans ces conditions, les consommations de concentrés ont été limitées et avec le prix des engrais orientés à la baisse, les charges opérationnelles se tassent de -1,1 %. Elles ne peuvent compenser la hausse des charges de structure (+2,2 %) en raison d'une augmentation du prix du carburant (+11 %).

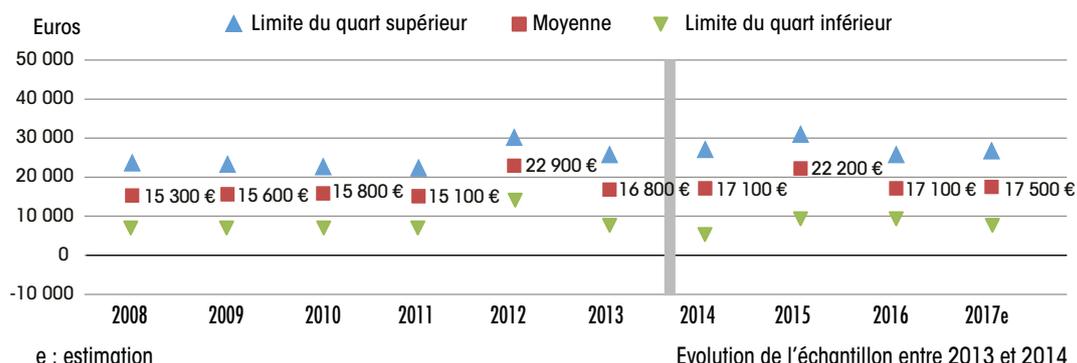
Au final, pour les naisseurs intensifs le résultat courant moyen estimé en 2017 se stabilise près des 17 000 €/UMO. La situation demeure encore plus inquiétante pour les exploitations du quartile inférieur qui peinent à dépasser 9 000 €/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

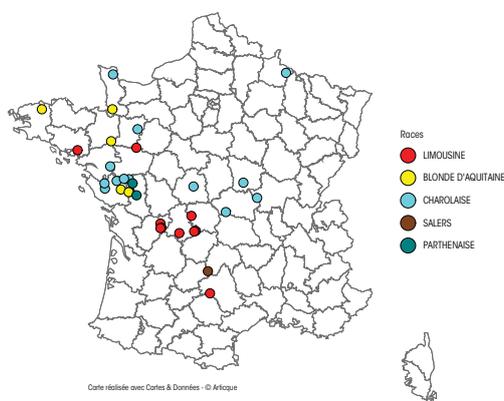
Les cours des JB et la campagne céréalière plus clémente entraînent une hausse modérée du résultat



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 146 ha de SAU sont 123 ha de SFP
- 120 vaches allaitantes et 212 UGB
- Productivité moyenne : 381 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 32 EXPLOITATIONS



Le redressement du cours des jeunes bovins et une campagne céréalière plus clémente en 2017 améliorent légèrement les produits. La révision des décisions concernant la PAC (paiement redistributif) limite la baisse des aides, qui reste néanmoins marquée alors qu'en 2016 des aides conjoncturelles avaient été attribuées dans certaines zones. Avec des charges globalement assez stables, 2017 se traduit par une progression du résultat.

Les produits des ventes en hausse font plus que compenser la baisse des aides

Alors que les prix des femelles destinées à l'abattage sont restés médiocres, la hausse substantielle des cours des jeunes bovins notamment allaitants (+4 %) a globalement fait progresser le produit issu des ventes bovines. Le cours du JB U a atteint son plus haut niveau depuis quatre ans au second semestre. Les produits issus des ventes de bovins progressent ainsi de plus de 3 000 € par UMO (+2,5 %).

La nouvelle année de convergence aurait dû impacter plus fortement ces grandes exploitations qui bénéficient en moyenne de références historiques légèrement supérieures à la moyenne nationale. Le revirement des pouvoirs publics (stabilisation du paiement redistributif, cf p. 26) « limite la casse ». Au final, la baisse reste quand même conséquente avec un stabilisateur légèrement supérieur de l'aide couplée aux bovins allaitants (ABA) et la disparition des aides conjoncturelles pour les quelques exploitations touchées par la sécheresse en 2016. Le produit issu des aides recule de près de 5 %.

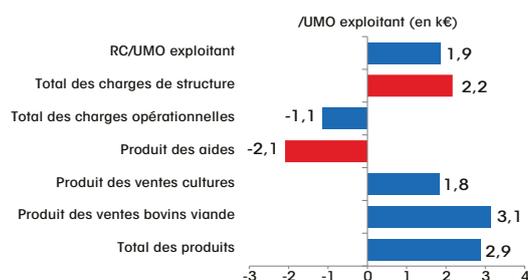
Enfin, et même si la vente des grandes cultures ne constitue pas l'essentiel du revenu de ces exploitations spécialisées, la campagne céréalière, plus proche de la moyenne, apporte un peu de produit en plus : près de 2 000 € par UMO, soit plus de 15 % en plus par rapport à 2016. Le quartile supérieur sur le résultat courant vend davantage de grains (20 % de la SAU, contre 12 % pour le quartile inférieur) et bénéficie ainsi pleinement de la meilleure campagne céréalière.

Avec des charges globalement stables, le résultat progresse

Côté charges, les évolutions sont contrastées : les charges opérationnelles baissent sous l'effet de la diminution des charges de surface (-7 %) alors que les charges de structure progressent, en lien avec un carburant acheté plus cher (+11 %) et malgré le recul du prix du fermage. Au final, l'ensemble des charges progressent légèrement.

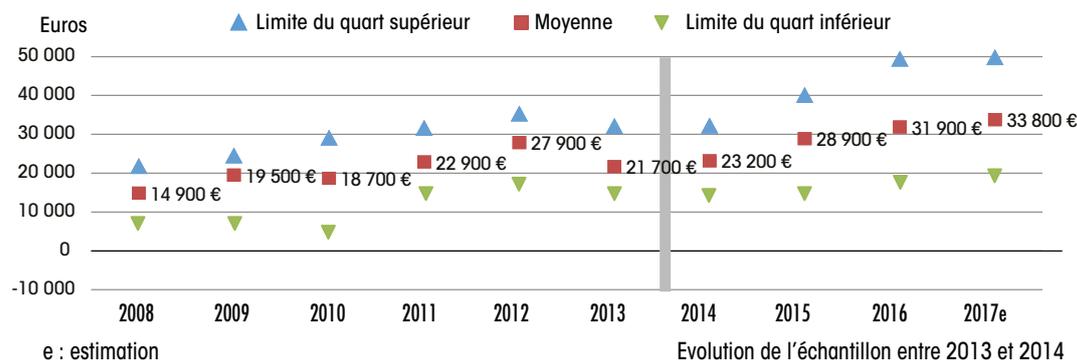
Ainsi pour 2017, le résultat des naisseurs engraisseurs intensifs progresse de 6 %, sous l'effet positif de la conjoncture bovine et de la campagne végétale. Les écarts entre quartiles supérieur et inférieur sont toujours aussi importants, de près de 30 000 € par UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

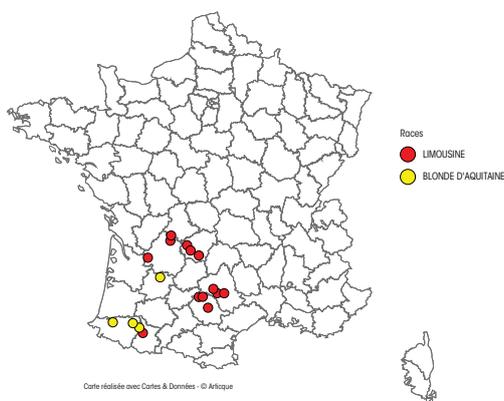
Le marché des veaux labels : une niche de plus en plus exigeante



DONNÉES REPÈRES

- 2,04 UMO totale dont 1,64 UMO exploitant
- 96 ha de SAU sont 82 ha de SFP
- 82 vaches allaitantes et 103 UGB
- Productivité moyenne :
257 kg viifs/UGB (veaux légers sous la mère)
309 kg viifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségalias)

LOCALISATIONS DES 17 EXPLOITATIONS



Ce système de production d'animaux finis démarqués en cycle court a deux caractéristiques. Il valorise bien les prairies permanentes et les ressources végétales de l'exploitation, mais au prix d'une faible productivité en viande produite par UGB, par UMO ou par ha de surface utilisée par le troupeau. Heureusement, les veaux se valorisent au 2/3 dans des débouchés Label, qui se sont bien tenus, sauf durant l'été. Globalement, les résultats courants sont estimés stables en 2017 après la progression enregistrée en 2016.

Produire la qualité attendue pour maintenir une valorisation élevée

L'équilibre économique de ces systèmes de petite dimension et peu productifs repose sur la bonne valorisation de ses produits sur des marchés nationaux qui se montrent de plus en plus exigeants. La technicité pour produire les animaux de qualité dont la filière a besoin est plus que jamais nécessaire : face à une consommation en baisse, la stabilisation apparente du prix des veaux cache une segmentation qui s'amplifie en 2017. L'effet saison d'abord est de plus en plus marqué, avec des prix d'été encore plus dégradés que les années antérieures (jusqu'à -7% sur les prix de l'été 2017 en comparaison à l'été 2016). La qualité des veaux ensuite : les veaux de qualité trouvent facilement preneurs sur les circuits de la boucherie traditionnelle à des prix qui peuvent atteindre des sommets, tandis que ceux de moindre conformation, ou en défaut de couleur ou de finition, s'écoulent difficilement avec une dure sanction sur le prix. Les bons éleveurs tirent leur épingle du jeu en 2017 en maintenant le produit de leurs ventes de veaux.

Le marché des vaches de boucherie de qualité intermédiaire ayant été moins dégradé qu'en 2016 lors du 1^{er} semestre 2017, ce sont globalement les ventes de réforme qui ont permis une légère augmentation du produit viande dans les élevages de veaux sous la mère.

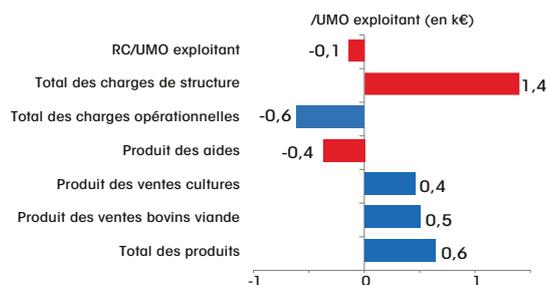
Bilan fourrager : un retour à la normale

À l'exception des Pyrénées Occitanes qui ont subi une 2^{ème} année de sécheresse préoccupante, la campagne fourragère 2017 peut être qualifiée de bonne, avec une pousse de l'herbe persistante jusque tard en saison qui a permis d'économiser du foin et de reconstituer le stock hivernal mis à mal par la sécheresse de 2016.

Le revenu stagne en année normale

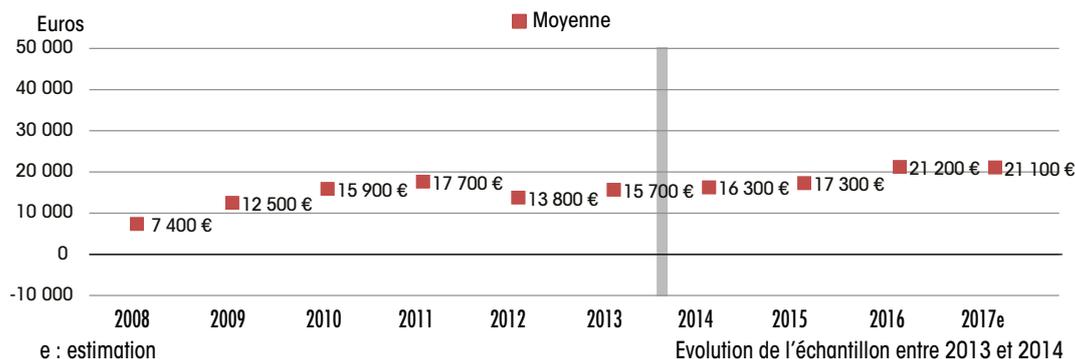
Les revenus 2016 étaient en hausse sur les années antérieures, grâce à la modernisation des pratiques d'élevage, à l'agrandissement des cheptels et à l'amélioration constante des prix des veaux en filière label, même durant les années difficiles. Les revenus sont estimés stables en 2017, malgré la fin de la sécheresse sauf dans les Pyrénées. La baisse du prix de l'azote minéral qui permet une petite baisse des charges opérationnelles, mais la hausse du coût des carburants annule cet effet et la petite hausse du produit.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

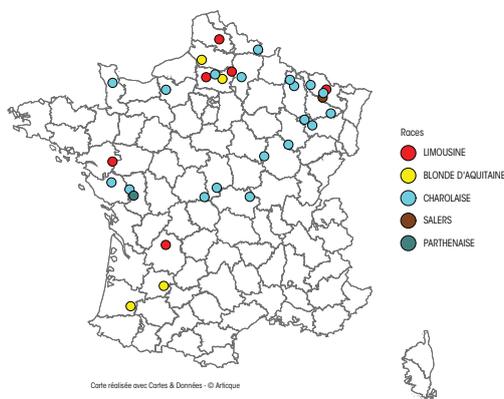
Les résultats économiques se redressent très nettement



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 190 ha de SAU sont 92 ha de SFP
- 80 vaches allaitantes et 156 UGB
- Productivité moyenne : 422 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 31 EXPLOITATIONS



Après une année 2016 particulièrement éprouvante, les résultats économiques de 2017 bénéficient du retour à la normale des rendements en cultures et d'une conjoncture sur la viande finie plus favorable, sauf dans certains secteurs victimes d'aléas climatiques. Cependant, le redressement des résultats estimés pour 2017 ne sera sans doute pas perceptible dans toutes les exploitations car les mauvaises trésoreries de 2016 devront tout d'abord être renflouées...

Des produits entraînés à la hausse par les cultures de vente

Le produit issu des ventes bovines, essentiellement sous forme de viande finie, est en hausse en moyenne de près de 4 %. Les cours du jeune bovin ont été soutenus sur 2017 par une demande active des marchés mais les cours des femelles sont restés médiocres, en forte baisse au 2^{ème} semestre.

Le produit total de ces systèmes, dépendant des fortes fluctuations des campagnes cultures, se redresse en 2017 grâce au retour à la normale des rendements des productions végétales, à l'exception de certains secteurs touchés par de fortes gelées tardives ou de coups de chaud et sécheresses. Le produit des cultures, bien que variable entre exploitations, est en hausse de plus de 20 % en moyenne.

La baisse des aides marque le pas en 2017, en lien avec la stabilisation du paiement redistributif.

Le résultat courant revient au niveau des meilleures dernières années.

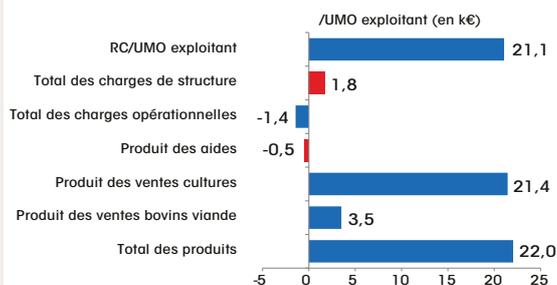
L'évolution globale des charges est neutre dans le résultat 2017 de ces exploitations. Les charges opérationnelles sont en légère baisse (-1,7 %), grâce essentiellement à la baisse des cours des engrais et à des coûts alimentaires en retrait (mauvaise qualité des fourrages de 2016 nécessitant une complémentation). Cette baisse compense presque la hausse de 1,5 % des charges de structure, l'impact de la hausse du carburant étant limité notamment par la diminution des charges sociales suite aux résultats des dernières années.

L'EBE et l'efficacité économique de ces systèmes reviennent ainsi à des niveaux plus normaux (EBE/PB de 33 % en moyenne) mais beaucoup de trésoreries sont à redresser.

Le résultat courant par UMO de ce groupe augmente en moyenne d'un peu plus de 20 000 €.

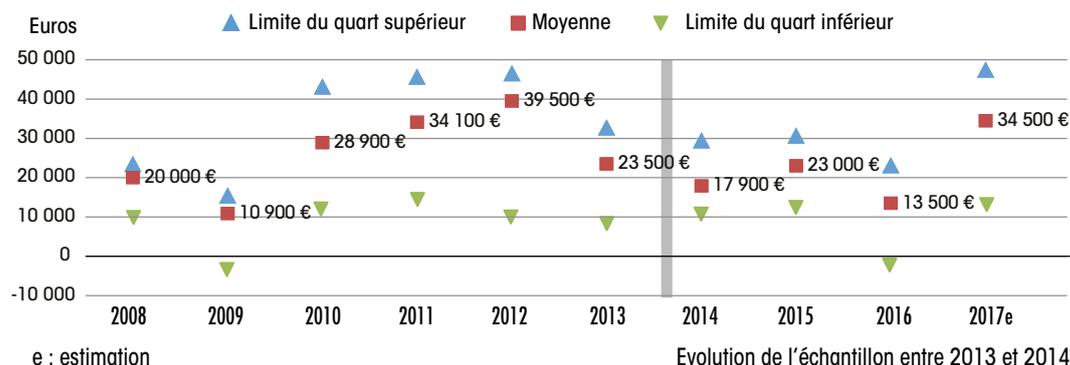
Les fermes dont le résultat courant estimé pour 2017 est dans le quartile inférieur de l'échantillon ont bénéficié de façon moindre du redressement de leur produit et de la baisse des charges opérationnelles. Là encore, les écarts entre quartiles sont très importants.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

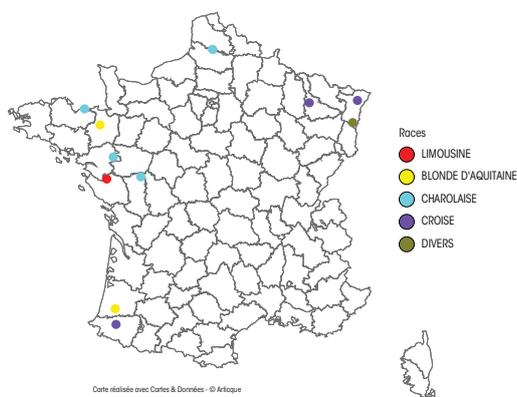
Le marché des jeunes bovins plus favorable et un retour à la « normale » en céréales rétablissent des revenus qui restent très moyens



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 130 ha de SAU sont 45 ha de SFP
- 163 UGB
- Productivité moyenne : 834 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 11 EXPLOITATIONS



La part élevée de cultures de vente de ces fermes avec engraissement de jeunes bovins, situées du Nord-Ouest au Nord-Est de la France, est déterminante dans la constitution du revenu. Ces exploitations aux niveaux de productivité importants ont bénéficié d'une meilleure conjoncture du jeune bovin. Après une campagne céréalière 2016 difficile, celle de 2017 a été plus proche de la moyenne. Avec une convergence des aides PAC moins importante qu'initialement prévue, ces exploitations ont partiellement rétabli leur rentabilité !

Hausse du revenu liée à des conjonctures plus favorables

Après une année noire en 2016 (- 22 000 € de produit), les produits des cultures de vente se sont redressés de près de 10 000 € (+17 %). Des rendements des céréales revenus à la normale et des cours moins médiocres qu'en 2016 expliquent ce redressement. Les variations de produits sont néanmoins très variables selon les exploitations et les régions, en raison d'aléas climatiques localisés (gel de printemps, sécheresse et échaudage) qui ont pu fortement pénaliser les rendements ou la qualité.

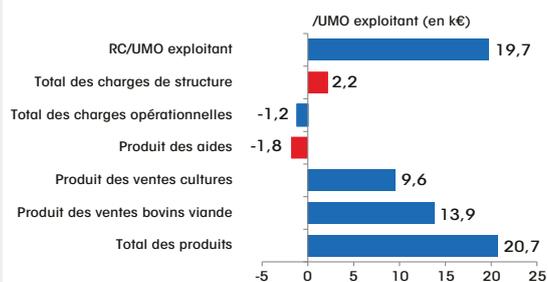
Parallèlement, la conjoncture des bovins mâles destinés à l'abattage s'est redressée. L'aide mise en place pour la sortie de JB plus légers semble avoir atteint l'objectif de désengorger le marché vers l'export et a permis des cours soutenus. Malgré des brouillards plus chers à l'achat (+3,8 % en moyenne pour le Charolais de 350 kg vifs), la hausse des prix des jeunes bovins allaitants de plus de 4% en moyenne sur l'année fait progresser le produit des ventes bovines de près de 14 000 €. Côté dépenses, les charges opérationnelles diminuent légèrement, en lien notamment avec la diminution du coût des engrais, alors que les charges de structure augmentent de 2 %, notamment sous l'effet du cours des carburants (+11 %) et du coût des services. Au final, 2017 est une année plutôt neutre pour l'évolution des charges.

La baisse des aides moins forte que prévu

Les impacts de la réforme de la PAC sont plus limités que prévu, la convergence est en effet plus limitée (cf. p. 26). Les aides diminuent néanmoins de presque 7 %, avec un paiement découplé à l'hectare de 304 € (contre 325 € en 2016). La PAC demeure un élément sensible pour ces exploitations à l'avenir : l'annonce en juillet 2017 de prélever 4,2 % du 1^{er} pilier pour financer le 2nd pilier aura un fort impact dès 2018.

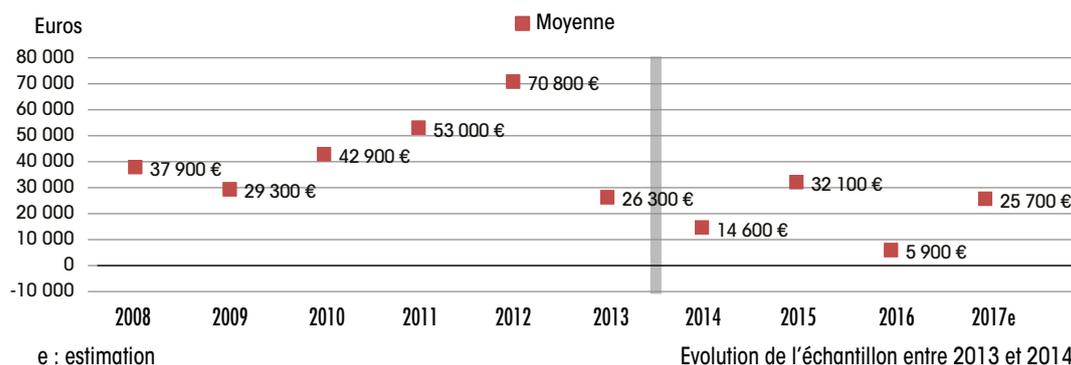
La progression de l'EBE se traduit par une hausse du résultat courant qui atteint 25 700 €/UMO. L'efficacité économique (matérialisée par le ratio EBE/Produit Brut) progresse pour atteindre 30 %, niveau qui demeure moyen.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Repli de la production en France

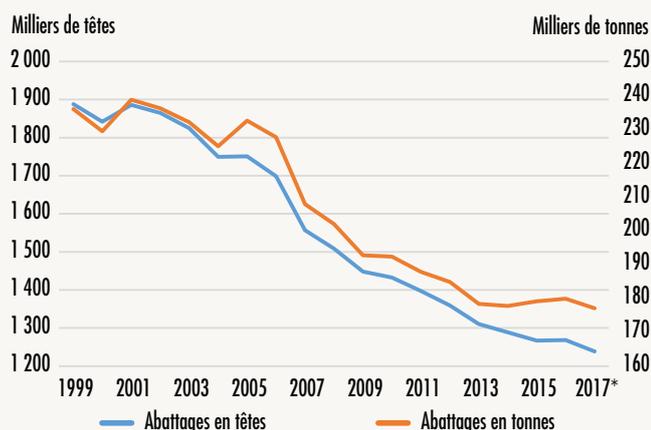
La production française de veaux a reculé en 2017 (-1,5% /2016 en tonnage), reprenant son érosion tendancielle de ces dernières décennies, après 2 années de stabilisation. En revanche la production a progressé chez les autres producteurs européens. La valorisation de la viande de veau a été globalement meilleure qu'en 2016 en France et aux Pays-Bas. Mais la filière française a souffert d'un excès de veaux croisés lié à l'évolution des naissances issues du troupeau laitier. Le commerce des veaux nourrissons se développe vers l'Espagne, conséquence de la baisse des mises en place dans les ateliers de veaux de boucherie.



LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2017*

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



*estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP

1 238 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus en France en 2017.

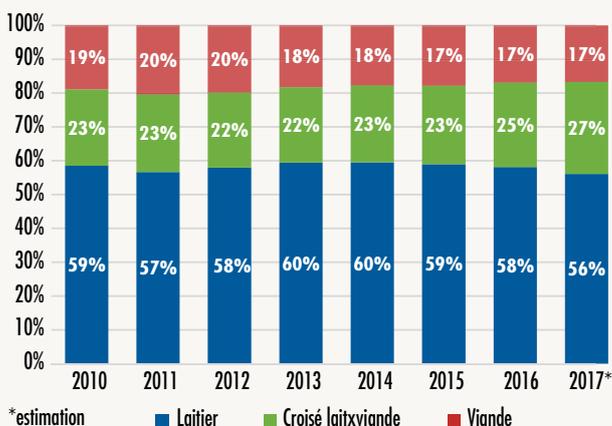
Après deux années de stabilisation, les abattages contrôlés de veaux de boucherie ont reculé en 2017 de 1,5% /2016, à un total de 177 000 téc. Ils renouent avec la tendance structurelle d'érosion de la production.

La baisse de la production de veaux de boucherie en 2017 est due au recul du nombre de tête abattues (-2,4% /2016), compensé partiellement par l'alourdissement des carcasses. Cette érosion des effectifs est structurelle depuis les années 60. Entre 2000 et 2017 les abattages ont reculé au rythme moyen de 2,3% par an. Elle reflète la double volonté des intégrateurs : alourdir les veaux pour amortir le prix d'achat du nourrisson et coller à la demande sans la dépasser pour éviter les encombrements de marché. Les abattages en têtes ont nettement reculé aux 2^{ème} et 4^{ème} trimestres (-5% et -4,6% /2016). Le 3^{ème} a connu un rebond (+2,2% /2016), qui s'explique en partie par un marché encombré en juin qui a généré des reports d'abattage en juillet.

*En raison de l'arrêt de la publication des abattages redressés par le SSP, les données de ce chapitre reposent sur les abattages contrôlés, d'où les chiffres inférieurs à ceux figurant dans le dossier annuel précédent.

PRODUCTION FRANCE 2017

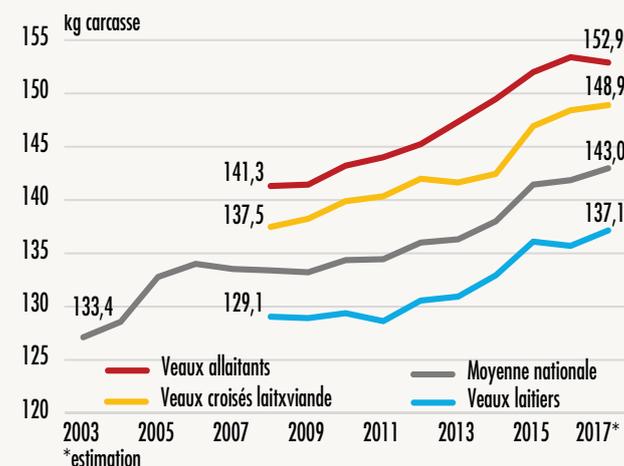
RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Normabev

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE FRANÇAIS*

*En raison de l'arrêt de la publication des abattages redressés par le SSP, les données de ce chapitre reposent sur les abattages contrôlés, d'où les chiffres inférieurs à ceux figurant dans le dossier annuel précédent.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, Spie BDNI et Normabev

COTATION DU VEAU ROSÉ CLAIR O



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Depuis 2014, la part des veaux croisés dans les abattages français progresse au détriment des veaux laitiers qui restent toutefois majoritaires.

En 2014, les veaux de races laitières représentaient 59,6% des abattages de veaux de boucherie. En 2017 cette part est tombée à 56,1%. Ce recul est dû à la progression des veaux croisés lait x viande dont la part dans les effectifs abattus est passée de 22,3% en 2014 à 27,2% en 2017. Ce mouvement est en partie subi par les intégrateurs de veaux qui composent avec l'évolution des types raciaux des veaux issus du troupeau laitier. De l'avis général, le développement des abattages de croisés lait x viande est excessif. Ces animaux sont difficilement valorisés sur le marché actuel, l'évolution de la cotation du veau de boucherie R en témoigne. De plus, ces animaux manquent d'homogénéité et rendent difficile le calibrage des plans d'alimentation.

En recul de 0,6% /an depuis 2011, la part des veaux de races allaitantes pures ou croisées est tombée à 16,7% en 2017.

À 143 kg, le poids carcasse moyen des veaux français a progressé de près de 10 kg en 10 ans, un alourdissement structurel dans toutes les catégories.

En 2017, les carcasses de veaux se sont alourdies de 0,8% /2016 à 143 kg en moyenne. Ce phénomène est structurel avec le vieillissement des veaux et l'évolution des pratiques alimentaires. Mais il est aussi conjoncturel en lien avec la part croissante des veaux croisés, plus lourds que la moyenne, dans les abattages. Le poids des veaux a progressé dans l'ensemble des catégories, entre 2008 et 2017 : il est passé de 141,3 kg à 152,9 kg chez les veaux allaitants, de 137,5 kg à 148,9 kg chez les veaux croisés lait x viande et de 129,1 kg à 137,1 kg chez les veaux laitiers.

L'augmentation de l'âge à l'abattage se confirme. Depuis 2009, les veaux français ont vieilli en moyenne d'un demi-mois à l'abattage. Les veaux laitiers sont les plus âgés : pour la première fois en 2017 leur âge moyen a dépassé les 6 mois (6 mois et 1 jour). Viennent ensuite les veaux croisés lait x viande abattus à 5 mois et 27 jours en moyenne en 2017 et les veaux de type viande abattus à 5 mois et 21 jours.

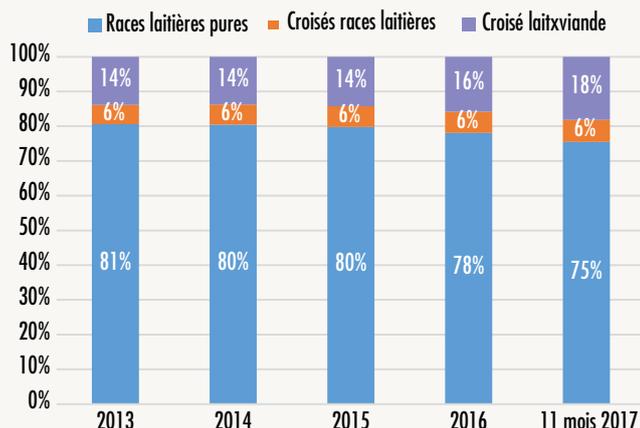
Globalement décevantes au 1^{er} semestre, les cotations des veaux de boucherie se sont bien redressées au 2nd. L'année a été beaucoup plus difficile pour le veau R que pour le veau O.

À 5,63 €/kg carcasse en moyenne annuelle, la cotation nationale du veau rosé clair O est stable par rapport à 2016 (5,64 €/kg). Mais cette stabilité cache une évolution différente entre les 2 années : en 2016 la cotation avait très bien débuté l'année avant un long creux saisonnier et une reprise en demi-teinte à l'automne. En 2017 le premier semestre a été moins favorable, pénalisé notamment par une Pentecôte tardive, la cotation moyenne reculant à 5,70 €/kg (-2% /2016), alors qu'au second semestre elle a progressé à 5,57 €/kg (+2% /2016) grâce à une remontée prononcée des cours dès septembre.

Sur l'année, la cotation du veau de boucherie R a été fortement dégradée avec une moyenne à 6,27 €/kg soit -3% /2016 et -5% /2015. Cette dégradation témoigne de l'encombrement du marché du veau de boucherie élevé en atelier et de conformation supérieure. Un encombrement lié au développement des abattages de veaux croisés que les intégrateurs peinent à contrôler.

VEAUX NOURRISSONS 2017

TYPES RACIAUX DES VEAUX ISSUS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie BDNI

Le croisement entre races laitières et allaitantes progresse nettement depuis 2 ans, tout comme l'export de veaux nourrissons.

Les cours des veaux laitiers ont suivi une évolution annuelle classique en 2017, haussière au 1^{er} semestre et baissière au 2nd. À 88,5 €/tête en 2017, la cotation moyenne annuelle des veaux de type lait de 45-50 kg a légèrement baissé (-1% /2016). La cotation moyenne des veaux croisés de race laitière et de race à viande a atteint 207 €/tête en 2017 (+2,5% /2016), en hausse malgré l'encombrement du marché du veau de boucherie R et l'évolution des naissances. Sur les 11 premiers mois de 2017, 578 000 naissances de veaux croisés ont été enregistrées, une progression de +12,5% /2016 et +24,5% /2015. Ce développement se fait

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



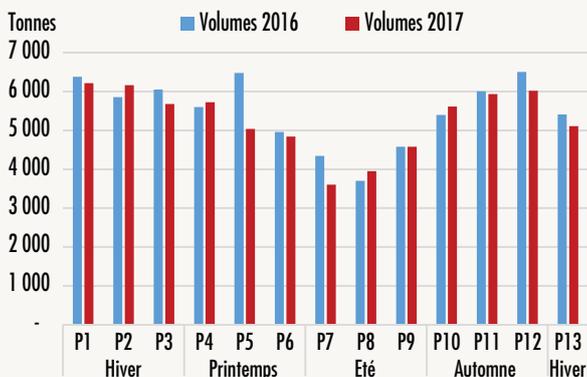
*estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

au détriment des naissances de veaux de races laitières pures qui reculent de -5,5% /2016 à 2,4 millions sur 11 mois.

En 2017, les exportations de veaux de moins de 80 kg vif battent tous les records depuis 2003. Les envois ont atteint 228 000 têtes, destinées à 95% à l'Espagne, où le développement de l'engraissement ne semble pas trouver de limites. L'arrivée du sérotype 4 de la FCO n'a que très peu perturbé le commerce grâce à un accord bilatéral rapidement signé entre les autorités sanitaires. Les importations ont reculé à 13 600 têtes (-45% /2016). Elles sont modestes comparées aux exportations et ce recul s'explique par la baisse des mises en place de veaux gras et par la demande des GMS pour des veaux nés, élevés et abattus en France.

CONSOMMATION FRANCE 2017



*Le panel Kantar se base sur un échantillon de 12 000 ménages français, il mesure la consommation « ordinaire » à domicile uniquement. Sa fonction première n'est pas de relever les volumes mais de suivre l'évolution des comportements : occasions d'achat, quantités achetées, nombre d'achats...

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Les achats des ménages ont de nouveau reculé de 4% en 2017, alors que le prix d'achat moyen s'est replié de 0,6% (-9 centimes) d'après le panel Kantar.

La demande en viande de veau est saisonnière. L'été de nombreux point de restauration collective sont fermés et la chaleur impacte négativement la consommation. Celle-ci est en revanche renforcée lors des périodes de fêtes et durant les opérations commerciales de la filière. Les études de consommation montrent que l'acte d'achat de veau est rarement anticipé, ce qui souligne l'importance de la mise en avant en rayon. En 2017, les opérations de la filière de janvier-février ont été satisfaisantes, en revanche la campagne du veau de la Pentecôte a été pénalisée par une date très tardive (4 juin). Enfin les promotions de la rentrée ont soutenu un bon redémarrage de l'activité après un été difficile.

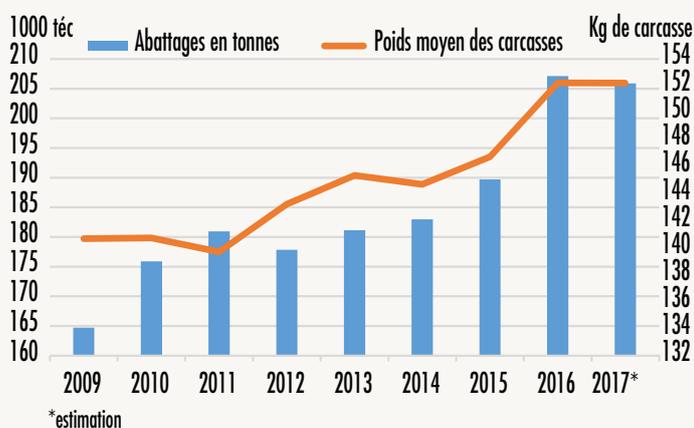
15 tonnes exportées vers les USA

Le mois de janvier 2017 a été marqué par la levée de l'embargo étatsunien sur la viande bovine française. Seuls 2 abattoirs, spécialisés veau, ont obtenu un agrément pour l'export. Ils ont expédié 15,5 tonnes de viande vers les États-Unis.

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2017

La production de veau de boucherie au Pays-Bas s'est stabilisée en volume au très haut niveau de 2016, avec des prix moins dégradés.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

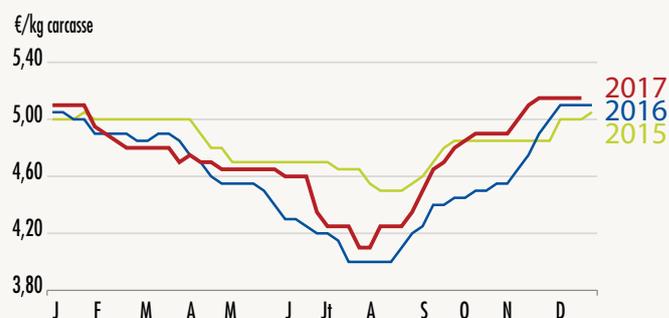
La production néerlandaise de veau de boucherie est toujours aussi dynamique : depuis 2012 elle a progressé de plus de 16% en tonnes et de près de 11% en têtes. Elle a bondi à 207 000 téc en 2016 et d'après nos estimations se maintiendrait à 206 000 téc en 2017. Les Pays-Bas confirment ainsi leur statut de premier producteur de veau en Europe, devant la France. Comme partout en Europe les poids carcasse progressent régulièrement de +1,5%/an depuis 2012. Portés à 152 kg de carcasse en moyenne en 2017, ils sont 9 kg plus lourds qu'en France.

La santé de la filière néerlandaise dépend de l'export, un débouché qui capterait selon les experts plus de 90% de la production. Suivre les flux de veau à l'export est néanmoins difficile du fait de

1 358 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2017.

ÉVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

l'absence de statistiques douanières spécifiques à la viande de veau en UE.

En 2016, l'offre abondante de veau avait exercé une forte pression sur les cours néerlandais. 2017 a été moins difficile, malgré une offre similaire, grâce à une bonne demande à l'étranger. En dehors du premier trimestre, le cours du veau pie noir, proche du veau O en France, a toujours dépassé son niveau de 2016. Il a atteint 4,73€/kg en moyenne annuelle (+3% /2016), grâce à un creux estival très court et au redressement rapide des prix à l'automne. La cotation a fini l'année à 5,10 €/kg, son plus haut niveau depuis le 2nd semestre 2014.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2017

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(1 000 téc)	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2017/16 (%)
Pays-Bas	178	181	183	190	207	206	=
France	185	178	178	179	180	177	-2%
Italie	115	94	89	92	93	94	+1%
Belgique	50	52	53	57	61	63	+3%
Allemagne	48	45	47	48	48	49	+2%
Autres Pays	67	61	53	49	48	47	-1%
UE à 28	642	611	603	615	636	636	=

*estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SSP

La production européenne de veau s'est maintenue en 2017 à son niveau élevé de 2016. La hausse des abattages en Italie, Belgique et Allemagne a compensé l'érosion en France.

Après un fort rebond en 2016, la production européenne de veau s'est maintenue en 2017 à 636 000 téc. En Italie la production enregistre une 3^{ème} année de hausse atteignant 94 000 téc après avoir chuté de près de 30% entre 2010 et 2014. La production belge continue son développement constant depuis 2010. En 2017 elle atteint 63 000 téc (+3%/2016) avec des veaux d'un poids moyen de 166 kg, le plus élevé d'Europe. L'Allemagne affiche également une nouvelle hausse des abattages à 49 000 téc (+2% /2016).

Les 5 principaux pays producteurs concentrent 92,5% de la production européenne de veaux de boucherie. Cette domination ne cesse de s'accroître avec le recul des volumes abattus dans les 23 autres pays européens. Les Pays-Bas concentrent 32% de la production européenne, contre 28% en France et près de 15% en Italie.

6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



LE REVENU DES EXPLOITATIONS

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES 2017 EN ATTENTE DE CONSOLIDATION

Lors des éditions précédentes de l'annuel bovin, les estimations des revenus des exploitations de veaux de boucherie s'appuyaient sur les données de l'Observatoire des Chambres d'Agricultures de Bretagne et Pays de la Loire. En 2017, la section veaux d'Interbev a souhaité refondre les dispositifs régionaux existants (Réseau du GIE élevages

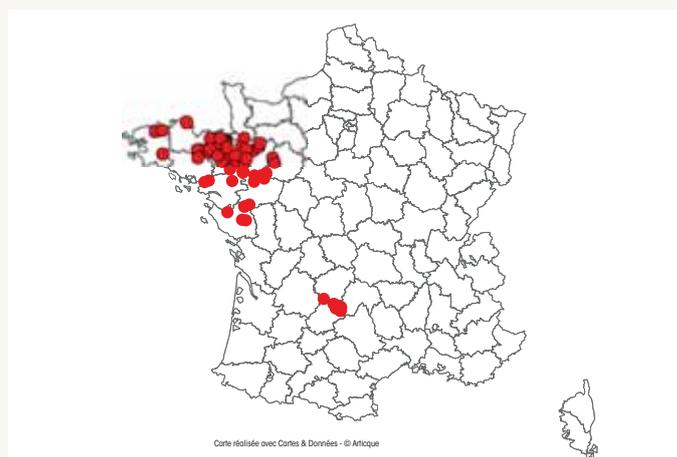
de Bretagne et Observatoire) pour mettre en place un nouveau réseau national veau de boucherie adossé au dispositif INOSYS. A l'heure de la rédaction de ce dossier, les données économiques partielles recueillies dans quelques élevages n'ont pu être consolidées et ne permettent pas d'établir les prévisions de revenu pour cette année.

LE NOUVEAU RÉSEAU NATIONAL VEAU DE BOUCHERIE

Ce nouveau réseau a pour objectifs de décrire le fonctionnement des exploitations de veaux de boucherie et d'évaluer leurs performances sur l'ensemble des enjeux de la durabilité. A terme, le réseau sera constitué de 120 élevages volontaires répartis dans les régions Bretagne, Pays de la Loire, Rhône-Alpes-Auvergne, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie pour être représentatif de la production nationale. Sa mise en œuvre et le suivi des élevages sont assurés par les Chambres d'agriculture et l'Institut de l'Élevage.

Début 2018, le réseau compte 86 élevages, les élevages complémentaires étant en cours de recrutement fin 2017. L'échantillon actuel représente près de 33 000 places de veaux soit environ 5 % de la production nationale. Au niveau de la typologie, 16 % des élevages suivis sont spécialisés. Les autres ont une activité complémentaire.

Les exploitations recrutées pratiquent souvent d'autres activités que la production de veaux de boucherie. Cela peut entraîner des compétitions entre productions, à la fois en terme de travail et d'investissements. Toutefois des complémentarités sont aussi à souligner (gestion des aléas de conjoncture, règles environnementales...).



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Arriquo

UNE MÉTHODE HARMONISÉE

Afin de profiter de l'expérience acquise dans le cadre du dispositif INOSYS, ce nouveau réseau reprend les principes méthodologiques et de fonctionnement des Réseaux d'élevage, à savoir l'usage d'une méthode commune de suivi et de gestion des données avec l'emploi du système d'information DIAPASON, une méthodologie de valorisation des données tant au niveau de l'atelier qu'à l'échelle de l'exploitation.

TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS (86 exploitations)

PRODUCTEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE (MOYENNES 2016)	PART DE L'ÉCHANTILLON ENQUÊTÉ	NOMBRE DE PLACES	UMO TOTALE	SAU	AUTRES PRODUCTIONS
SPÉCIALISÉS	16 %	386	1,3	3,1	-
AVEC CULTURES	24 %	413	1,5	39	-
AVEC ATELIER LAIT	21 %	256	2,7	94	526 000 l
AVEC ATELIER VIANDE BOVINE	26 %	274	2,0	79	62 VA
MIXTES	13 %	-	-	-	-

Source : Réseau INOSYS veaux de boucherie



Harold A.
Photography

7

LES PRÉVISIONS 2018

Nouveau tassement
pour la production française

Nous prévoyons un très léger recul de la production française de viande bovine en 2018 (-1% /2017). Comme en 2017, les sorties de femelles devraient rester stables, mais celles de mâles seront à la baisse. Après quatre années de recul, les importations de viande bovine pourraient se stabiliser. Les exportations de viande pourraient quant à elles légèrement progresser. La consommation française par bilan poursuivrait son érosion.



FRANCE 2018

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2014	2015	2016	2017 e	2018 p	2017/16	2018/17
Abattages	1422	1455	1463	1437	1424	-2%	-1%
Dont : Femelles	760	786	807	806	806	=	=
Taurillons et	415	418	403	387	379	-4%	-2%
Bœufs	70	71	73	67	65	-8%	-4%
Veaux de boucherie	178	179	180	176	174	-2%	-1%
Imports viande	366	345	322	313	312	-3%	=
Exports viande	229	236	236	232	235	-2%	+1%
Consommation	1559	1564	1549	1518	1501	-2%	-1%
Export brouards (10)	969	1 041	1 070	1 080	1 058	+1%	-2%

e : estimation
p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

Baisse des volumes produits
et consommés

La production devrait reculer légèrement (-1% /2017). La baisse des volumes de taurillons comptera pour les deux tiers du recul global. Ceux de bœufs seront aussi en retrait de même que ceux de veaux de boucherie.

Après 4 années de baisse, les volumes importés pourraient se stabiliser. L'offre de viande de vaches laitières en Europe pourrait être un peu plus importante en raison d'une situation fragile dans le secteur laitier et de la problématique environnementale liées aux phosphates aux Pays-Bas. Les exportations de viande pourraient augmenter légèrement grâce à un marché porteur pour le jeune bovin et à l'ouverture de nouveaux marchés.

Après un recul estimé à 2% en 2017, la consommation calculée par bilan pourrait baisser moins vite en 2018. Les larges disponibilités en viande de femelles conduiront les Français à consommer un peu moins de viande de jeunes bovins, dont une plus grande part sera exportée.

FRANCE 2018

Autant de femelles

Les abattages de femelles devraient égaler leur haut niveau de 2017.

La baisse du cheptel allaitant devrait se poursuivre à un rythme semblable à 2017, ce qui libèrera à peine moins de femelles que l'an dernier. Avec moins de besoins de génisses de renouvellement, on devrait observer plus de génisses de boucherie et moins de réformes de vaches. Les poids de carcasses pourraient rester globalement stables.

Les réformes laitières devraient être très légèrement plus nombreuses qu'en 2017. La limitation des volumes contractuels par les transformateurs pourrait provoquer une petite accélération de la baisse du cheptel. Si la situation devenait plus difficile, les réformes pourraient être plus importantes.

Moins de broutards exportés

Faute d'offre, les exportations de broutards devraient diminuer.

L'offre sera en baisse en raison du fort repli des naissances allaitantes lors du 2nd semestre 2017.

La demande des engraisseurs français pourrait rester en retrait par rapport à la demande export, ce qui limitera la baisse des exportations à -2%. En effet, les demandes italienne et espagnole devraient rester dynamiques et les offres irlandaise et des pays de l'Est orientées en partie vers la Turquie et Israël. Enfin, la décapitalisation allaitante en France pourrait libérer davantage de petites génisses qui seraient alors disponibles pour l'export vers l'Italie.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons devrait baisser d'environ 2%.

La production de JB laitiers poursuivra son déclin. Les JB viande seront plus nombreux au 1^{er} semestre, mais en forte baisse au second semestre, ce qui pourrait accélérer les sorties et donc diminuer légèrement leur poids à partir de l'automne. Les exportations de JB vivants devraient retrouver leur niveau de 2016, après avoir bénéficié début 2017 de l'aide ponctuelle à l'allègement des jeunes bovins.

Après une chute de 8% en 2017, la production de bœufs se réduira à nouveau en 2018 (-4%), renouant avec le déclin observé depuis de très nombreuses années.

Baisse de la production de veaux de boucherie

La production de veaux de boucherie continuera sa baisse.

Le recul des effectifs (prévu à -2%) sera partiellement compensé par une hausse des poids de carcasse (+1% /2016), renouant avec la tendance observée sur le long terme.

Cette nouvelle baisse de la demande des intégrateurs en veaux issus du troupeau laitier, combinée à celle des engraisseurs de taurillons, devra être compensée par d'autres débouchés pour les veaux. Ainsi les exportations de veaux de moins de 80 kg devraient à nouveau progresser, principalement vers l'Espagne.

UNION EUROPÉENNE 2018

Légère hausse de production et des échanges

La production de l'UE-28 devrait augmenter de 0,7% en 2018. La Pologne, les Pays-Bas et l'Irlande resteront les principaux moteurs de cette hausse et le Royaume-Uni récupèrera quelques tonnages perdus en 2017. En revanche, la France et l'Allemagne verront leur production baisser.

La hausse des exportations sur pays tiers devrait se poursuivre grâce à la remontée des cours du pétrole et aux ouvertures de marchés. Les importations de l'UE devraient également augmenter, via un meilleur remplissage des contingents européens.

Les disponibilités consommables progresseraient légèrement, mais la consommation par habitant resterait stable. La hausse se poursuivrait en Allemagne, en Espagne, et sans doute en Italie (après le début de reprise enclenché en 2017), mais l'érosion de la consommation se poursuivrait en France.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 téc	2014	2015	2016	2017 e	2018 p	2017/2016	2018/2017
Abattages	7 322	7 583	7 798	7 857	7 910	+0,8%	+0,7%
Imports viande	327	320	325	316	326	-3%	+3%
Exports viande	241	239	275	304	322	+10%	+6%
Consommation	7 407	7 664	7 848	7 870	7 914	=	+0,6%
nb habitants (M [°])	507	509	510	512	513		
conso/hab. (kgéc)	14,6	15,1	15,4	15,4	15,4	=	=

e : estimation

p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, statistiques et prévisions propres

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2017
Perspectives 2018

N° 485
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier Chine. Filière laitière - N°484 -
Décembre 2017 (à paraître)

Dossier Nouvelle-Zélande. Filière laitière
N°483 - Novembre 2017 (à paraître)

La filière lait bio en Europe. - N°482 -
Octobre 2017 (à paraître)

Dossier Nouvelle-Zélande. Secteur ovin -
N°481 - Septembre 2017

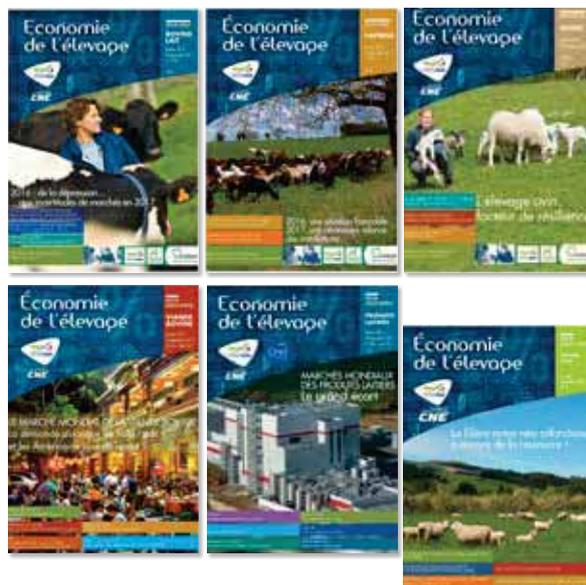
**Dossier marché mondial des produits
laitiers 2016.** Perspectives 2017. N° 480 -
Juin 2017

**Dossier marché mondial viande bovine
2016.** Perspectives 2017. N° 479 - Mai 2017

Dossier annuel Ovins 2017. Perspectives 2017.
N° 478 - Avril 2017

Dossier annuel Caprins 2017. Perspectives
2017. N° 477 - Mars 2017

Dossier annuel Bovins lait 2016. Perspectives
2017. N° 476 - Février 2017



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie Catherine Leclerc

Crédits photos : © ahavelaar _ Fotolia - © Calimityjane _ Flickr - © CRA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - © Earl de l'Isle -

© Evrenkalinbacak _ Fotolia - © F JOLY _ Cniel - © Fotolia _ Laurent Davaine - © Jean Weber _ Inra - © Marie Leclerc _ Institut de l'Élevage -

© Mariie76 _ Flickr - © Marion Benoit _ Institut de l'Élevage - © P.DUREUIL CNIEL - © Pixanne - © Sylvie TOILLON _ INRA - © Ter Élevage -

© willmetts _ Fotolia - ©DR Institut de l'Élevage - ©Earl de l'Isle -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 00 18201004

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE